



BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage
médiatique en Afrique

GUINEE 2011

French/English Version



Published by:

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
fesmedia Africa
P O Box 23652
Windhoek, Namibia
Tel: +264 (0)61 237438
E-mail: info@fesmedia.org
www.fesmedia.org

© Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

ISBN

No. 978-99916873-9-1

FREE COPY

The findings, interpretations and conclusions expressed in this volume do not necessarily reflect the views of the Friedrich-Ebert-Stiftung or *fesmedia Africa*. *fesmedia Africa* does not guarantee the accuracy of the data included in this work.

TABLE DES MATIERES

Secteur 1 **11**

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

Secteur 2 **25**

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

Secteur 3 **37**

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

Secteur 4 **49**

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

ENGLISH **63**

English Version
African Media Barometer
Guinea 2011

Le Baromètre des Médias Africains

Le Baromètre des Médias Africains (African Media Barometer, AMB) est une description en profondeur et une évaluation compréhensive de l'environnement médiatiques sur le continent africain. À la différence d'autres enquêtes de presse ou des médias, l'AMB est un exercice d'auto-évaluation effectué par des Africains et selon des critères et déclarations africains comme la « Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique » (2002) de la « Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP)¹ ». En collaboration avec l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA), le projet 'médias' de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Afrique (fesmedia Africa) a créé le Baromètre des Médias Africains (AMB) en 2004.

Le Baromètre des Médias Africains (AMB) est une analyse qui permet d'évaluer l'environnement médiatique d'un pays tout servant d'instrument de lobbying pour les réformes dans le secteur des médias.

Ses résultats sont communiqués au public du pays concerné pour viser l'amélioration de la situation des médias en prenant la Déclaration de l'Union Africaine et d'autres normes africaines comme indices de référence.

Les recommandations des rapports AMB sont aussi transmises aux 19 bureaux des pays de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en Afrique et à d'autres organisations locales comme l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA).






Méthodologie et système de notation

Tous les deux à trois ans, une commission de 10 à 12 experts se réunit pour évaluer la situation des médias dans leur pays respectif. Le panel est composé à part égale des représentants des médias et de la société civile au sens large.

Pendant un jour et demi, ils discutent l'environnement médiatique de leur pays à l'aide de 45 indicateurs prédéterminés. La réunion est présidée par un consultant indépendant, qui est aussi responsable de la rédaction du rapport AMB.

Après le débat d'un indicateur, les membres du panel attribuent leur note individuelle pour cet indicateur par vote anonyme et en accord avec les critères suivants :

¹ La CADHP est l'organe de l'Union Africaine (UA) qui fait autorité et qui a le mandat d'interpréter la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	

La somme des notes individuelles pour un indicateur sera divisée par le nombre de panélistes afin de déterminer une note moyenne par indicateur. Ces notes moyennes par indicateur sont additionnées pour obtenir une moyenne par secteur qui ensuite représente la note finale d'un pays.

Résultats

Le rapport final est un résumé qualitatif de la discussion et indique également les notes moyennes pour chaque indicateur, secteur et la note final du pays. Dans le rapport les membres du panel ne sont pas nommés pour les protéger des répercussions négatives.

Avec le temps les rapports bi-annuels ou tri-annuels mesurent le développement de l'environnement médiatique d'un pays particulier. Leurs résultats devraient former la base d'une discussion politique sur la réforme médiatique.

Dans les pays, où l'anglais n'est pas la langue officielle, le rapport est une édition bilingue.

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et ses bureaux servent seulement comme convocateurs du panel et comme garants d'une méthodologie standardisée. Le panel est responsable du contenu de la discussion et du rapport qui ne représente pas ou ne reflète pas forcément les vues de Friedrich-Ebert-Stiftung.

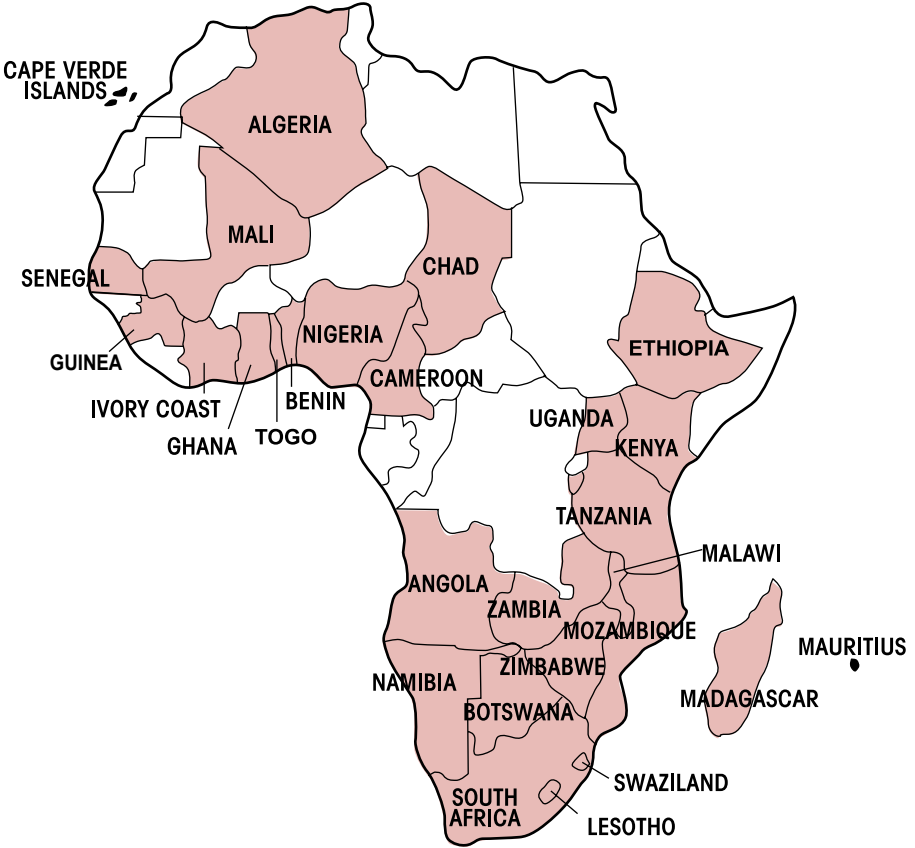
Fin 2008, les indicateurs ont été révisés, amendés, et de nouveaux indicateurs qui traitent des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont été intégrés afin de répondre au progrès rapide de ce secteur.²

Vers la fin de 2011, le Baromètre des Médias Africains avait déjà eu lieu dans 28 pays africains, dont certains d'entre eux pour la troisième fois.

Mareike Le Pelley
Directrice du Projet Médias
en Afrique (fesmedia Africa)
Friedrich-Ebert-Stiftung,
Windhoek, Namibie

Zoe Titus
Directeur Regional (par interim)
L'Institut des Média pour
l'Afrique Australe (MISA)
Windhoek, Namibie

² Les indicateurs ont été révisés, amendés et décalés en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.



Les 28 pays d'AMB 2005-2011

BAROMETRE DES MEDIAS EN AFRIQUE – GUINÉE 2011

Résumé

La Guinée est connue pour sa lutte farouche pour l'indépendance obtenue le 2 octobre 1958. Le leader Ahmed Sékou Touré, alors très populaire dans son pays comme dans les pays d'Afrique, en devient le premier président. Il prône alors le panafricanisme, « La décolonisation intégrale de toutes les structures du pays » et la mise en place d'une « société socialiste ». Cible de plusieurs tentatives d'assassinat, Sékou Touré accuse la France de comploter pour renverser son régime qui dans la résistance se transforme progressivement en une dictature qui *bouffe* une bonne partie de ses propres enfants.

Sous le règne de Sékou Touré les médias évoluaient sous un contrôle rigide du parti-état et ne bénéficiaient pas de la moindre marge de manœuvre en matière de liberté d'expression.

A la mort de Sékou Touré en 1984, le colonel Lansana Conté à la tête d'un comité militaire de redressement national (CMRN) prend le pouvoir. Devenu Président de la République, Lansana Conté amnistie et libère les prisonniers politiques, démantèle le système socialiste, réduit le pouvoir de l'armée, s'ouvre au capitalisme occidental, déréglemente les investissements occidentaux, et se rapproche de la France et de ses voisins en Afrique de l'Ouest. Il rétablit les libertés fondamentales et fait adopter les premières lois sur la liberté de la presse et sur l'instance de régulation des médias en 1991. La libéralisation des ondes n'interviendra seulement qu'en 2005, après une longue période de pression de la communauté internationale.

Le président Lansana Conté échappe également à de nombreuses tentatives de coup d'État avant d'engager un semblant d'ouverture démocratique ayant abouti aux premières élections pluripartites le confirmant dans ses fonctions en 1993 puis en 1998. De violentes contestations et émeutes accompagnent ces élections. Les dirigeants de l'opposition d'alors, mais surtout, l'actuel président Alpha Condé ont connus des affres et la prison sous le régime de Lansana Conté.

Les guerres civiles en Sierra Leone et au Libéria voisins ont touché la Guinée qui a subi des incursions des rebelles et accueilli de nombreux réfugiés.

Dès 2006, des mouvements sociaux ont commencé à avoir raison du régime Conté. En janvier 2007, les deux centrales syndicats principales ont lancé des grèves et des émeutes ont éclaté dans les principales villes du pays. Le régime Conté

a été forcé à une transition politique avec la nomination d'un nouveau premier ministre à la tête d'un gouvernement d'union nationale devant prendre en charge les préoccupations et revendications des mouvements sociopolitiques jusqu'à des élections générales.

Le 22 décembre 2008, le président Lansana Conté meurt des suites d'une «longue maladie». Le lendemain, une junte dénommée Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD) dirigée par le capitaine Moussa Dadis Camara prend le pouvoir et promet une courte transition d'un an avant de remettre le pouvoir aux civils. Malgré les promesses de la junte, des ambitions personnelles et des dissensions internes ont fait prolonger une transition très mouvementée et riche en rebondissements jusqu'au deuxième tour de l'élection présidentielle de novembre 2010 qui a confirmé la victoire du Professeur Alpha Condé.

La période transitoire (2008-2010) a connu des réformes à plusieurs niveaux. Le Conseil National de la Transition (CNT) - parlement transitoire mis en place en mars 2010 - a adopté la nouvelle constitution le 6 mai 2010. Il a en outre révisé et adopté en 2010 de nouvelles dispositions législatives organisant le secteur de la presse : notamment la *loi organique 002 portant sur la liberté de la presse, la loi organique 003 portant Haute Autorité de la communication, et la "loi portant droit d'accès à l'information publique"*. Toutefois comme l'ont révélé les discussions du panel, aucune des lois promulguées n'a été publiée au Journal Officiel de la République de Guinée.

La Constitution de la Guinée garantie la liberté d'expression et la liberté des médias ; et le préambule proclame *l'adhésion de la Guinée à toutes les normes et principes des Nations Unies, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les Conventions et Pactes internationaux relatifs aux droits de l'Homme, l'Acte constitutif de l'Union Africaine, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et ses protocoles additionnels relatifs aux droits de la femme, ainsi que le traité de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et ses protocoles sur la démocratie et la bonne gouvernance.*

Selon la constitution, Art 7, « *La création d'un organe de presse ou de média pour l'information politique, économique et sociale, culturelle, sportive, récréative ou scientifique est libre* ». Toutes restrictions à cette disposition doivent être « *indispensables au maintien de l'ordre public et de la démocratie* ».

La Constitution affirme le devoir de l'Etat « *d'assurer la diffusion et l'enseignement de la Constitution, ainsi que de tous les instruments internationaux dûment ratifiés relatifs aux droits humains* ». Malheureusement, ces instruments ne sont pas connus des citoyens, et les mesures ne sont pas prises pour les honorer.

Compte tenu des clivages politiques et ethniques que connaît le pays, la liberté d'expression est pratiquée avec retenu et quelques craintes. Aucune législation ne limite la liberté d'expression, mais surtout l'interprétation abusive de la notion de secret d'Etat peut être une entrave à l'expression libre et à l'accès aux informations publiques par les citoyens. La *“loi portant droit d'accès à l'information publique”* depuis novembre 2010, n'est pas encore appliquée. Pour créer un journal en Guinée c'est le régime de la déclaration qui prévaut, *« tout organe de presse peut être créé sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement »*.

Il suffit d'une formalité administrative de déclaration portant le nom du journal et de son directeur de publication, de son adresse, et de l'imprimerie, adressée au procureur de la République, qui délivre le récépissé. Pour les médias en ligne, la loi fait obligation de mentionner les nom, prénom, adresse et profession du directeur général ou administrateur du site en Guinée, l'adresse du site web et l'adresse du siège. L'Etat ne cherche pas à bloquer ou à filtrer le contenu d'Internet, il n'en a pas les moyens. La plupart des sites web en ligne sont hébergés à l'étranger et sont d'ailleurs hors de contrôle. La loi sur la presse régleme la concentration. L'Etat consent une aide à la presse.

Aux termes de la loi, peut être journaliste professionnel, toute personne diplômée d'une école de journalisme reconnue et dont l'activité principale régulière et rétribuée consiste en la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, et/ou toute personne titulaire d'un diplôme de licence ou équivalent, suivi d'une pratique professionnelle de deux ans au moins dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, dans un organe de presse. Dans la pratique cette disposition n'est pas obligatoire pour exercer le journalisme.

La protection des sources d'information est une obligation pour le journaliste. Cependant, il peut révéler sa source sur demande du procureur de la République. Cela peut constituer une entrave à la protection de la confidentialité des sources, mais le journaliste peut refuser de s'exécuter, et faire appel de la réquisition ou de la décision du procureur de la République.

Une large gamme de sources d'information est disponible surtout dans la capitale Conakry qui concentre la plupart des journaux, radios et télévisions. Le téléphone mobile avec le boom des opérateurs est également présent dans presque tous les foyers à raison d'un poste par famille au moins. Le paysage audiovisuel s'est enrichi d'une deuxième chaîne publique et de deux chaînes de Télévisions privées. Une trentaine de journaux (hebdomadaires et périodiques) sont vendus à 3000 FG³. *Horoya* le journal gouvernemental est le seul quotidien, vendu à 2000 FG. Il y a également Agence Guinéenne de Presse (AGP). On note vingt trois (23) radios privées, treize (13) radios communautaires, et quatre radios régionales. Les citoyens ont également accès aux sources des médias internationaux, notamment les journaux, radios et télévisions étrangers qui sont disponibles.

3 7000FG=1 USD; 300 FG=0.04 USD

Le problème de distribution des journaux se pose avec acuité même dans les centres urbains. Ces journaux arrivent très tard dans les communautés rurales. La Société guinéenne de distribution de presse (SOGUIDIP) ne diffuse plus que sur Conakry.

Malgré la mise en place d'un ministère des télécommunications et des TIC, il n'existe pas une véritable politique officielle connue et documentée, mais plutôt des expériences d'E-gouvernance: l'informatisation de l'administration.

Le marché publicitaire est très peu important avec quatre compagnies de téléphonie (SOTELGUI, Areeba, Intercel, Orange) qui constituent les principales pourvoyeuses de contrats publicitaires. Le marché publicitaire est opaque car l'agence guinéenne de publicité (AGP) qui est un organisme d'Etat ne diffuse aucun chiffre sur la publicité. Le gouvernement réserve la publicité aux médias d'Etat et aux médias étrangers pour soigner son image et à des coûts exorbitants.

La Haute Autorité de la Communication (HAC) est l'organe de régulation de l'audiovisuel créé par la loi 003 du 22 juin 2010. Mais en réalité, c'est l'ancien organe de régulation, le Conseil National de la Communication (CNC) qui aux termes des dispositions transitoires de la Constitution assume le rôle de la HAC jusqu'à l'installation de l'Assemblée Nationale à l'issue des élections législatives prévues en novembre 2011. Une fois établi, la HAC autorise l'implantation et l'exploitation des stations de radio diffusion et télévision privées et des radios communautaires et assure à toutes les composantes de la société un accès équitable aux médias.

La Radio Télévision Guinéenne (RTG) est un service du ministère de la communication, elle n'a ni de statut ni de conseil d'administration. C'est un service rattaché au ministère de la communication dont le directeur est nommé par décret du président de la République. En tant que service rattaché au ministère qui le supervise, la RTG n'a pas d'indépendance éditoriale. Elle n'a pas de budget propre pour la production de ses programmes et pour le développement du contenu local. Elle ne couvre que près de 60% du territoire national faute de moyens. Malgré le changement de régime, on note la continuation de la mainmise du nouveau pouvoir sur le journal télévisé de la RTG, au point que les autres dirigeants politiques sont obligés de se retourner vers les radios privées.

Sous le gouvernement Lansana Conté les radios communautaires ont bénéficié d'une promotion sociale avec des comités de gestion qui s'impliquent dans la production des contenus pour relayer leur vie au quotidien. Cette expérience est en cours d'être renforcée.

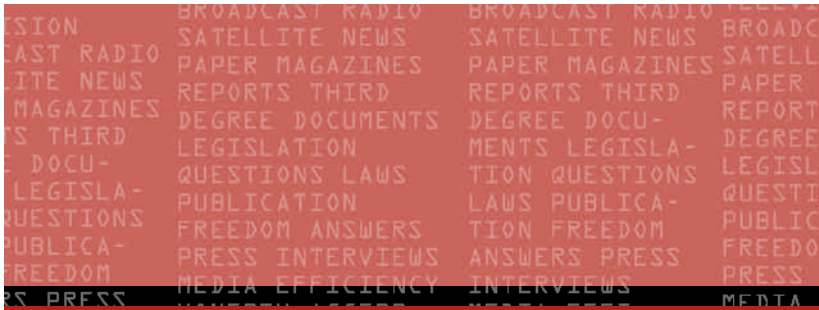
Le code de déontologie des journalistes est mise en œuvre par l'observatoire guinéen pour la déontologie dans les médias (OGUIDEM) mais n'est pas respecté

par tous. Bien avant la libéralisation des ondes en 2005, l'OGUIDEM - organe d'autorégulation - existe depuis 2001, avec la mission de faire l'autorégulation de la presse écrite.

Le niveau de traitement de l'information n'est pas totalement satisfaisant, mais on note quelques exceptions dans les médias privés. Les médias couvrent tous les sujets, mais l'information politique reste prédominante.

On note une corruption rampante parmi les professionnels. Cela peut s'expliquer par la précarité généralisée des emplois dans le secteur des médias. Cela peut aussi procéder de manque de formation de qualité : la formation de type universitaire est dispensée à l'institut public de formation de l'université de Conakry et dans des universités privées mais par un personnel peu qualifié.

La société civile défend la liberté des médias encore mieux que les organisations professionnelles. Les patrons des radios et télévisions privées sont organisés en association (URTELGUI), de même que les éditeurs (AGEPI), et l'Association des journalistes de Guinée (AJG), l'OGUIDEM, et l'AGUIPEL. En revanche il n'existe pas encore de syndicat dans le secteur privé. Les professionnels du secteur public sont réunis dans deux syndicats: celui de la RTG et celui du ministère de la communication, affilié à la puissante Confédération Nationale des travailleurs de Guinée (CNTG).



SECTEUR 1:

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.



La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

1.1 La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la Constitution et protégée par d'autres lois.

La liberté d'expression y compris celle des médias est garantie sans équivoque par la Constitution de la Guinée qui dès son préambule proclame « *l'adhésion aux idéaux et principes, droits et devoirs établis dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les Conventions et Pactes internationaux relatifs aux droits de l'Homme, l'Acte constitutif de l'Union Africaine, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et ses protocoles additionnels relatifs aux droits de la femme, ainsi que le traité révisé de la CEDEAO et ses protocoles sur la démocratie et la bonne gouvernance.* »

La même Constitution dans son article 7al 4 réaffirme que « *la liberté de presse est garantie et protégée. La création d'un organe de presse ou de média pour l'information politique, économique et sociale, culturelle, sportive, récréative ou scientifique est libre.* ».

Néanmoins, l'Art 24 de ladite Constitution fixe par ailleurs, les restrictions qui accompagnent l'exercice de la liberté d'expression. Elles doivent être « indispensables au maintien de l'ordre public et de la démocratie ». La référence à l'article 2 de la déclaration de principes sur la liberté d'expression en Afrique⁴ par les constituants est clair ici.

Parmi les nouveautés de la Constitution guinéenne issue de la période de transition, les panélistes ont souligné la mention explicite de la garantie et de la protection de la liberté de la presse à l'Art 7.

D'ailleurs, pendant cette période de transition (2008- 2010), les deux lois principales sur les médias en vigueur depuis 1991 ont été révisées et promulguées notamment la *loi organique 002 portant sur la liberté de la presse*⁵, la *loi organique: 003 portant Haute Autorité de la Communication*⁶ (elles remplacent ainsi les lois 005 et 006 de 1991, portant respectivement *liberté de la presse, de l'audiovisuel et de la communication*, d'une part et d'autre part sur la *création du Conseil National de la*

4 "Toute restrictions à la liberté d'expression doit être fondée sur le droit, servir un intérêt légitime, et être nécessaire dans une société démocratique » [Article 2 (2)]

5 Loi/2010/002/CNT du 22 juin 2010

6 L/2010/003/CNT du 22 juin 2010

Communication - CNC). La loi portant droit d'accès à l'information publique a été également adoptée par le parlement transitoire et promulguée en novembre 2010.

Au total, il y a eu un effort pour légiférer dans le sens de la protection de la liberté de la presse. Cependant, les panélistes n'ont pas manqué de faire deux remarques fondamentales sur l'applicabilité des textes ci-dessus.

D'abord, l'Art 98 et suivant de la loi portant liberté de la presse (L.O 002) consacre certes la dépenalisation des délits de presse, mais elle institue des amendes très lourdes aux journalistes.

Ensuite, les lois promulguées sous la transition n'ont pas fait l'objet de publication au Journal Officiel (J.O) au point que la question de leur applicabilité (opposabilité juridique) s'est posée lors des discussions du panel.

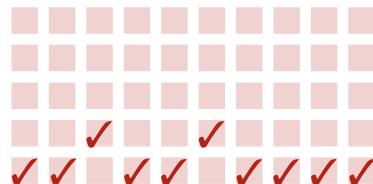
Il s'y ajoute que les dispositions transitoires prévues à l'Art 58 de la loi L.O.003 suspendent l'entrée en vigueur de la Haute Autorité de l'Audiovisuel (HAC) jusqu'à la mise en place de l'Assemblée nationale qui ne sera effective qu'à l'issue des élections législatives prévues pour novembre 2011. Par conséquent - au moment de ce panel- c'est le Conseil National de la Communication (CNC) qui reste donc en vigueur.

Les textes promulgués sous la transition et non publiés sont appliqués de fait pour l'essentiel par les professionnels. Les échanges ont montré que les professionnels considèrent ces textes comme assez bien rédigés et respectant les normes internationales. C'est pourquoi ils ont estimé malgré tout que la publication au Journal Officiel est certes une formalité importante, mais ne doit pas faire obstacle à leur entrée en vigueur.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.8 (2008 =n/a ; 2006 =n/a)

1.2 Le droit à la liberté d'expression est effectif et les citoyens, y compris les journalistes, exercent leurs droits sans crainte.

On ne peut pas réellement dire que la liberté d'expression est pratiquée sans crainte par les citoyens, car ils préfèrent s'auto censurer pour éviter que leurs propos soient de manière explicite ou implicite perçus et classés partisans (politique ou ethnique ou les deux à la fois). Cela explique selon certains panélistes une certaine « majorité silencieuse » chez les citoyens.

Certaines formes d'expression démocratique comme les marches sont interdites (ex : suite à la marche pacifique des organisations des femmes en faveur de la parité en février 2011, un communiqué du Gouverneur de la ville de Conakry a interdit les manifestations non autorisées).

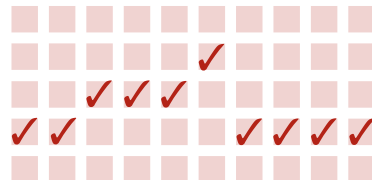
Les craintes de représailles des forces de l'ordre contre les journalistes sont aussi réelles dans les rédactions. Ex : La rédaction de *l'indépendant*, pour un banal article intitulé « les militaires se frottent les mains ils vont être payés bientôt », a reçu la visites des militaires en mars 2011.

Dans l'audiovisuel public en revanche, les points de vue des panélistes sont unanimes sur la censure ou/et l'autocensure qui prévalent, du fait du statut de journaliste/fonctionnaire de l'Etat, mais aussi pour des raisons individuelles liées à la préservation de la carrière. C'est tout le contraire dans les médias privés où, le pluralisme médiatique et le développement des émissions interactives ont été des facteurs catalyseurs de l'expression publique ; les citoyens bénéficiant de l'anonymat. Un responsable de radio privée a fait remarquer des excès à l'antenne, notamment lors des émissions interactives portant sur des thèmes politiques. Dans la presse privée également, les journalistes qui font leur travail de manière professionnelle ne souffrent d'aucune crainte.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.5 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

1.3 Il n'y a pas de lois, ni des parties de la législation, limitant la liberté d'expressions telles que des lois excessives sur les secrets d'Etat et les délits de presse, ou des lois qui empiètent de façon déraisonnable sur les responsabilités des médias.

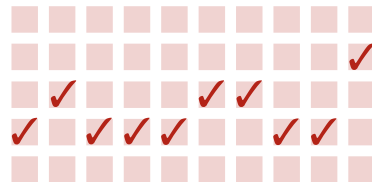
Il n'y a pas de loi ou de partie de loi de cette nature, mais il y a surtout une interprétation abusive de la notion de secret d'Etat. On a cité, par exemple, un ministre qui avait l'habitude de mettre le cachet confidentiel sur n'importe quel document qu'il produisait pour empêcher la presse d'en parler.

Il n'y a eu des cas avérés où le journaliste a été contraint à révéler ses sources, mais selon les panélistes, cette disposition pourrait amener à condamner les journalistes de manière excessive pour divulgation de secret d'Etat en laissant impunis ceux qui ont directement ou indirectement permis des fuites dans la presse.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.5 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

1.4 Le gouvernement s'efforce d'honorer les instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté des médias.

L'Art 25 de la Constitution indique le devoir de l'Etat « d'assurer la diffusion et l'enseignement de la Constitution, (...) ainsi que de tous les instruments internationaux dûment ratifiés relatifs aux droits humains » y compris dans les langues nationales et par tous les moyens de communication de masse. Malheureusement, non seulement ces instruments internationaux ne sont pas connus des citoyens, il y a un black-out total sur la visibilité de ces instruments et sur les mesures prises pour les honorer.

C'est pourquoi l'effort d'honorer ces instruments n'est pas ressenti en dehors des proclamations contenues dans la Constitution guinéenne qui réaffirment l'attachement de la Guinée aux valeurs de la Charte Africaine, de la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et du traité de la CEDEAO ainsi que des protocoles additionnels.

En revanche, l'accord de Florence sur les la libre circulation des œuvres de l'esprit n'a pas été ratifié par la Guinée; ce qui aux yeux des panélistes rend le papier journal toujours taxé, et cher en Guinée.

Enfin, les panélistes ont expliqué le retard dans la mise en œuvre de certains instruments régionaux par la rupture de la coopération avec la CEDEAO, vers la fin du régime du président Lansana Conté (1985-2008).

C'est pourquoi la Guinée n'a pas pris part au processus d'adoption de certains projets de texte de la CEDEAO sur la liberté d'expression et des médias, comme le projet sur « la convergence sur la nomination des dirigeants d'organes publics des médias ».

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

1.8 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

1.5 Les publications écrites ne sont pas soumises à l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

En Guinée, c'est le régime de la déclaration qui prévaut aux termes de l'Art 6 de la loi 002 qui dispose que « *tout organe de presse peut être créé sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement* ».

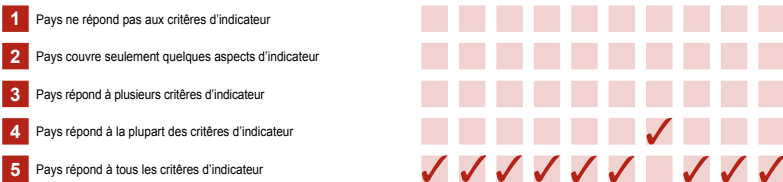
Il suffit d'une formalité administrative de déclaration portant le nom du journal et de son directeur de publication, de son adresse, et de l'imprimerie, adressée au procureur de la République, qui délivre le récépissé dont il envoie copie au

Conseil National de la Communication (CNC) et aux ministères de la Justice et de l'information.

Le citoyen ou déclarant est libre de publier son journal immédiatement après la déclaration. Cependant la loi 002 exige que le directeur de publication, le rédacteur en chef et le chef de rubriques soient tous journalistes.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

4.9 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

1.6 L'entrée dans, et l'exercice de la profession de journaliste ne sont pas restreintes par la loi.

L'Art 76 de la loi 002 dispose « est journaliste professionnel, toute personne diplômée d'une école de journalisme reconnue par l'Etat et dont l'activité principale régulière et rétribuée consiste en la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, et/ou toute personne titulaire d'un diplôme de licence ou équivalent, suivi d'une pratique professionnelle de deux ans au moins dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, dans un organe de presse, sanctionnée par une validation du directeur général et/ou directeur de publication ou de l'éditeur de l'organe de presse des acquis de l'expérience ».

Cette restriction de la loi est reconnue comme telle par le juriste du panel. Par contre les autres panélistes surtout du secteur des médias argumentent que cette disposition est une restriction positive destinée à assainir la profession en vue de promouvoir le professionnalisme.

En réalité, il y a peu de diplômés en journalisme et la formation n'est pas de qualité à cause d'enseignants peu qualifiés. Malgré l'exigence de cette disposition de la loi, plusieurs journalistes pratiquent le métier sans entrave en Guinée.

Pour ce qui concerne l'exercice du métier, c'est la Haute Autorité de la communication qui délivre la carte d'identité de journaliste en collaboration avec les associations de professionnels reconnues (Art 79). L'obtention de cette carte professionnelle délivrée par la HAC n'est pas un préalable à l'exercice du métier. Néanmoins, elle « prévaut sur les cartes de service délivrées par les médias eux-mêmes », Art.18, loi 003. Cependant la HAC entend accorder plus d'attention aux journalistes détenant cette carte professionnelle.

Les panélistes ont exprimé le besoin de réglementer l'accès à la profession pour assainir, mais aussi pour rendre le métier attractif.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

4.3 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

1.7 Les sources confidentielles d'information sont protégées par la loi et/ou par les tribunaux.

L'Art 85 de la loi 002 est clair : « la protection des source d'information est une obligation pour le journaliste. Il ne peut les révéler que sur demande du procureur de la République ».

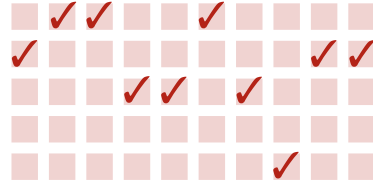
Cette seconde phrase peut constituer un affaiblissement de la protection de la confidentialité des sources. Mais le journaliste peut refuser de l'exécuter, le procureur étant partie au procès. Dans ce cas, il peut faire appel de la réquisition ou de la décision du procureur de la République.

Au plan professionnel, les panélistes ont estimé que le journaliste qui dévoile ses sources pour une seule fois perd la confiance de ses informateurs dont certains ont aussi besoin de rester dans l'anonymat.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.3 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

1.8 L'information publique est facilement accessible, garantie par la loi et à tous les citoyens.

Il existe la «*loi portant droit d'accès à l'information publique*» adoptée et promulguée en novembre 2010.

Cette loi sur l'accès à l'information bien que promulguée durant la transition fait face à des critiques pour son entrée en vigueur et son application, car elle n'avait pas été enregistrée ni publiée par le gouvernement au journal officiel. Néanmoins cette loi organique marque une avancée notoire en lien avec les prévisions de l'article 7 de la Constitution.

Le Journal officiel est un moyen classique pour rendre accessible l'information publique, mais il est généralement publié avec beaucoup de retard ; et d'ailleurs le plus souvent les informations concernent les questions foncières.

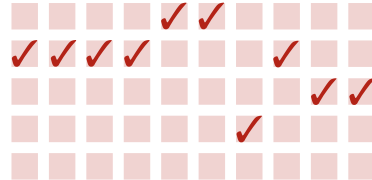
Pour certains panélistes membres de la société civile, l'accès aux informations électorales (citoyennes) par exemple sur les bureaux de vote a été très difficile pour les citoyens. Hormis cela, l'accès à l'information publique se heurte à la réticence des fonctionnaires préférant s'en référer à leur hiérarchie.

Pour d'autres, c'est aussi parfois par ignorance que l'information publique n'est pas demandée, parce que sa disponibilité n'est pas certaine aux yeux de l'opinion.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.2 (2008 =n/a; 2006 =n/a)

1.9 Les sites web et les blogs ne sont pas tenus d'être déclarés ou d'obtenir l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

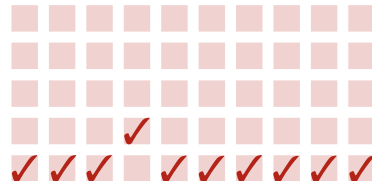
Il n'y avait auparavant aucune disposition juridique concernant les sites web et les blogs, jusqu'à la loi organique 002 du 06 Mai 2010 portant liberté de la presse. L'Art 75, al 3 fixe uniquement une obligation de mentionner le nom, prénom adresse et profession du directeur général ou administrateur du site en Guinée, l'adresse du site web et l'adresse du siège. Lorsque le site web est exploité par une société ou une association le gérant du site doit indiquer chaque année la liste des associés ou à défaut celle des associés majoritaires.

La particularité pour les sites guinéens est qu'ils sont tous hébergés à l'étranger. Malgré tout, ils ont l'obligation d'avoir un correspondant en Guinée pour satisfaire l'exercice du droit de réponse des citoyens le cas échéant.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.9 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

1.10 L'Etat ne cherche pas à bloquer ou à filtrer le contenu d'Internet à moins qu'il n'y ait des dispositions légales qui servent des intérêts légitimes et qui sont nécessaires dans une société démocratique.

L'Etat ne cherche pas à bloquer ou à filtrer le contenu d'Internet, il n'en a pas les moyens. En Guinée les sites web en ligne sont hébergés à l'étranger et, malgré le fait qu'ils présentent parfois des contenus aux antipodes de l'information, ils sont hors de contrôle.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

5.0 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

1.11 La société civile en général, et les groupes de pression des médias défendent activement la cause de la liberté des médias.

La société civile fait de la défense de la liberté des médias un credo. Par exemple le barreau de Conakry a vaillamment défendu la liberté des médias de tout temps, de même que la Coalition Nationale des Organisations Société Civile (CNOSC). D'ailleurs au niveau de la CNOSC il y a une composante média, en ce sens que les OSC ont un intérêt dans la défense de la liberté des médias quelque soit leur domaine d'intervention..

En revanche les associations de la presse sont inertes notamment lorsqu'il s'agit de défendre les membres de la corporation. Dans l'affaire du journal « l'Indépendant » où les militaires sont allés chercher l'auteur de l'article les concernant, aucune parmi les organisations de la presse AGUIPEL⁷ AGEPI⁸, AJG⁹ n'a réagit. C'est la société civile qui est monté au créneau.

7 Association Guinéenne de la Presse en Ligne

8 Association Guinéenne des Editeurs de la Presse Indépendante

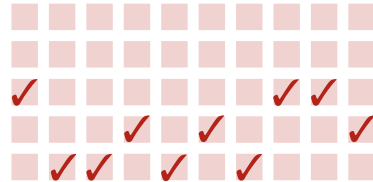
9 Association des Journalistes de Guinée

Lorsque trois journalistes de la Radio Télévision Guinéenne dont le directeur ont été suspendus de la présentation du Journal Télévisé sans aucune notification écrite, seule la société civile s'est manifestée, les associations de journalistes ont préféré se taire pour des raisons liées, selon certains panélistes, à leurs rivalités internes.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.1 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

1.12 La législation sur les médias est le résultat de concertations approfondies entre les institutions, les citoyens et les groupes d'intérêt.

La réponse est négative pour cet indicateur, car l'ensemble des groupes d'intérêts dont certains avaient des représentants dans le panel ont déclaré n'avoir jamais été consultés sur les projets de textes adoptés durant le régime de la transition. C'est le cas de l'Union des radios et télévisions de Guinée, le barreau de Conakry, la CNOSC, ainsi que le Conseil National de la Communication, de même que les associations des professionnels des médias.

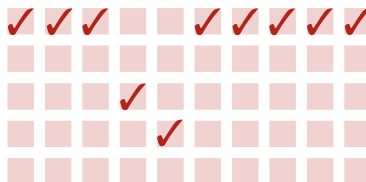
D'ailleurs les représentants des groupes d'intérêts au Conseil National de Transition (parlement transitoire) qui avaient pris part aux travaux avaient l'obligation de consulter leur base et faire une restitution auprès des groupes constitutifs qui les ont mandatés. Cependant, l'urgence de faire adopter les textes sur les médias guinéens pendant la période de transition a pu, selon les initiateurs, justifier le déficit de consultation de citoyens et des professionnels des médias.

Ce manque de concertation ne met pas en cause la qualité des textes ont indiqué plusieurs membres du panel.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.5 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

Note du secteur 1:

3.6 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)*

* Les indicateurs ont été révisé, amendé et décalé en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.

SECTEUR 2:

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la viabilité.

2.1 Une large gamme de sources d'informations (écrites, audiovisuelles, Internet, téléphones portables) est disponible et financièrement accessible aux citoyens.

En effet, une large gamme de sources d'information est disponible, mais seulement à Conakry qui concentre la plupart des journaux, l'essentiel des radios et Télévisions. Le téléphone mobile avec le boom des opérateurs est également présent dans presque tous les foyers à raison d'un poste par famille au moins.

Le paysage audiovisuel s'est aussi enrichi d'une deuxième chaîne publique et de deux chaînes de Télévisions privée¹⁰. Une trentaine de journaux (hebdomadaires et périodiques) paraissent encore et sont vendus à 3000 FG. *Horoya* le journal gouvernemental est le seul quotidien vendu à 2000 FG. On note vingt trois (23) radios privées, treize (13) radios communautaires, et quatre radios régionales. A cela s'ajoutent les 3 stations publiques que sont RTG1 et 2, et la radio Kaloum Stéréo (RKS) qui elle émet uniquement sur Conakry.

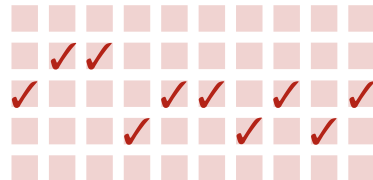
Par contre Internet tarde à être fonctionnel dans certaines localités importantes de l'intérieur du pays comme Farana et Nzérékoré.

Le constat fait par les panélistes est que ces médias, malgré tout, ne sont pas financièrement accessibles au citoyen moyen du fait de leur coût assez élevé par rapport au niveau des revenus.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.1 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

¹⁰ TV Evasion, GanganTV

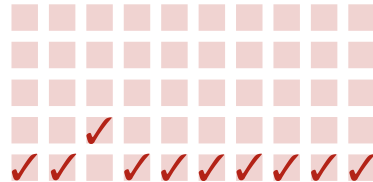
2.2 L'accès des citoyens aux médias nationaux et internationaux n'est pas restreint par les pouvoirs publics.

En ce qui concerne les citoyens, il n'y a aucune restriction légale ou réglementaire pour l'accès aux sources des médias nationaux et internationaux. Des journaux, radios et télévisions étrangers sont accessibles.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.9 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

2.3 Des efforts sont entrepris pour élargir le champ de diffusion de la presse écrite, particulièrement dans les communautés rurales.

Il n'y a pas véritablement d'efforts entrepris pour élargir le champ de diffusion de la presse écrite, surtout dans les communautés rurales. Le problème de distribution se pose avec acuité même dans les centres urbains. La Société guinéenne de distribution de presse (SOGUIDIP), ne diffuse plus que sur Conakry à cause des difficultés de recouvrements.

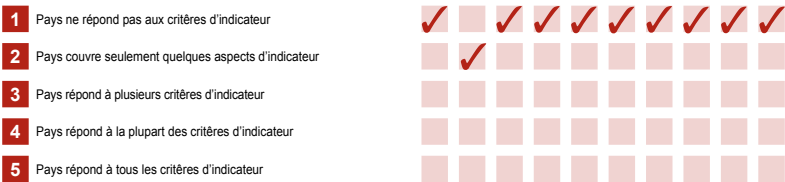
Le problème de messagerie est crucial et l'exemple qui a été donné est celui du *Lynx* qui met 48 h pour aller à Nzérékoré (à 1000km de Conakry). Il s'y ajoute que les coûts de transports sont exorbitants et dissuasifs. Certains éditeurs ont dû chercher des alternatives en utilisant le réseau des pharmacies comme point de vente pour diffuser les journaux, mais sans succès.

Les boutiques de quartiers qui souvent servaient de relais pour la diffusion des journaux, sont devenues à leurs tours réticentes à distribuer les journaux qui étaient très critiques vis-à-vis du régime en place.

Au total, malgré leur regroupement dans l'association des éditeurs de la presse indépendante (AGEPI), ces derniers ne sont pas arrivés à surmonter le défi de la distribution des journaux sur toute l'étendu du territoire, et dans un temps record. Par ailleurs, l'Etat semble laisser les éditeurs à eux-mêmes de sorte que l'intérieur du pays est très mal desservi.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.1 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

2.4 L'indépendance éditoriale de la presse écrite publiée par une autorité publique est protégée contre l'ingérence politique abusive.

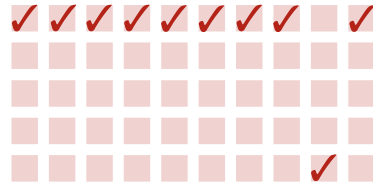
Horoya est le quotidien publié par l'autorité publique. Il y a également Agence Guinéenne de Presse (AGP). Ces médias font l'objet d'une mainmise totale du pouvoir et leurs contenus sont dominés par les informations institutionnelles et gouvernementales. Le statut de fonctionnaire des journalistes de ces organes explique cet état de fait, car ils sont tenus à l'obéissance hiérarchique jusqu'au niveau des contenus rédactionnels où l'on note des éditoriaux « sur commande ».

Cependant, la qualité professionnelle de ces organes demeure, et on note néanmoins une certaine liberté de ton de plus en plus affirmée avec la période de démocratisation en cours.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.4 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

2.5 Une législation/régulation appropriée de la concurrence cherche à empêcher la concentration des médias et des monopoles.

L'article 71 de la loi 002 « interdit toute participation, sous quelque forme que ce soit, au capital social d'une entreprise d'information, qui a pour effet de permettre le contrôle direct ou indirect d'au moins 20% de l'ensemble des médias privés sur toute l'étendu du territoire national. »

L'article 69 de la même loi fixe à un seuil de 30% la participation au capital social ou les droits de vote qu'un étranger peut posséder dans une entreprise de média en Guinée.

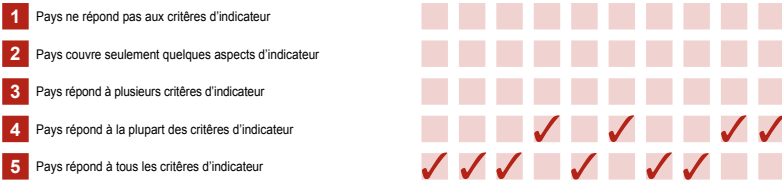
Pour veiller à cela les articles 67 et 68 de la loi 002 précisent que « dans le cas des sociétés par actions, les actions doivent être nominatives et toute cession d'action est soumise à l'approbation du conseil d'administration. » Par ailleurs, toute cession de part d'au moins 1/3 du capital doit être portée à la connaissance du public.

De plus, le décret de libéralisation du 20 Août 2005¹¹, et le cahier des charges des radios limitent la concentration des médias : « ...aucun étranger ne peut posséder, directement ou indirectement, plus de 30% du capital social ou des droits de vote de l'entreprise audiovisuelle».Art.6.

11 Référence du décret: (D/2005/037/PRG/SGG)

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

4.6 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

2.6 Le gouvernement promeut un paysage médiatique diversifié, avec des organes de presse économiquement viables et indépendants.

L'aide à la presse est l'initiative la plus importante de l'appui du gouvernement à la presse. A l'origine le fonds de 300 millions FG était alloué à une quinzaine de journaux. En 2011, la loi de finance de l'année fait passer ce fonds à 14 milliards de francs guinéens pour l'ensemble des médias.

Ce fonds est également prévu à l'Art 12 de la loi portant création de la nouvelle Haute Autorité de la communication ainsi que l'obligation faite à l'Etat de le verser aux médias. Cependant les panélistes ont estimé que malgré cette avancée dans le soutien aux médias, en 2010 l'aide à la presse n'a pas été distribuée.

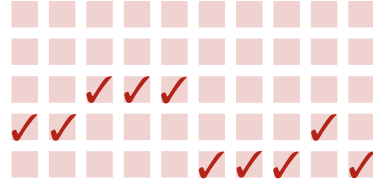
Au titre des aides indirectes aux média guinéens, le panel a fait remarquer que jusqu'à présent la *Convention de Florence* n'est pas signée par l'Etat qui maintient toujours la taxe de 2,5% sur l'importation du papier journal. Or cette convention engage les signataires à détaxer les intrants pour la fabrication de certaines œuvres de l'esprit dont les journaux.

De plus, la publicité gouvernementale qui aurait pu générer des ressources pour les journaux locaux et aider à leur viabilité va pour l'essentiel vers des journaux étrangers.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.1 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

2.7 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des hommes et des femmes.

Il y a une tendance quasi systématique des journaux vers l'information politique et donc des informations qui font sensation avec les cascades de scandales au quotidien. Les femmes n'étant pas très impliquées en politiques, elles sont moins visibles sur ce type d'actualité. De l'avis de certains panélistes, ce n'est pas une mauvaise chose pour leur image, car ce ne sont que les hommes qui sont épinglés. D'ailleurs un consensus s'est dégagé pour relever une évolution positive des médias qui donnent aujourd'hui plus de place aux femmes y compris dans leur manchette, avec l'apparition d'un nouveau leadership des femmes incarné par des personnalités telles que la syndicaliste Rabiadou Sira Diallo qui avait dirigé la grève des travailleurs et leurs mouvements sociaux dès 2006. Elle est d'ailleurs la présidente du conseil national de la transition (parlement provisoire).

Les panélistes ont aussi noté que les voix des femmes ne sont pas suffisamment reflétées dans certains médias parce qu'elles n'y sont pas suffisamment représentées en nombre. De fait, on les entend plus dans l'audiovisuel (surtout public) que dans la presse écrite du fait de l'attirance que suscite le *petit écran*. Par exemple, lorsqu'il s'est agi de réclamer la parité, elles ont occupé les devants de la scène notamment avec leur marche interdite.

Mais pour les journalistes et certains membres du panel la couverture de l'actualité des femmes par les femmes journalistes elles mêmes n'est pas assez attractive si elle n'est pas collée à des sujets d'actualité politique. Ex : la gratuité de la césarienne. Le souci des responsables des médias de massifier les chiffres de la vente oriente également de fait la production des contenus vers des informations plus « commerciales » (c'est-à-dire plus politiques, et politisées).

Les émissions interactives en revanche, ont favorisé dans les radios une explosion de la pluralité des opinions et une prise de parole extrêmement importante des auditeurs et auditrices.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

4.3 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

2.8 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix de la société dans sa diversité ethnique, linguistique, religieuse, politique et sociale.

La loi sur la presse interdit la création d'un média sur une base ethnique politique, religieuse. D'ailleurs l'une des missions de la HAC est de « veiller au respect de la pluralité des courants de pensée et d'opinion dans les services publics de communication. » (Art 1.L/2010/ 003).

Mais fondamentalement, les panélistes ont estimé que la question de l'équilibre et de l'équité est une donne qui relève fondamentalement de la déontologie des médias. C'est pourquoi ils soutiennent que les journalistes traitent l'information avec un souci particulier d'équilibre dans leur pratique. A cette préoccupation d'ordre professionnelle s'ajoute une autre dimension liée au contexte politico-social de la Guinée marqué par une résurgence d'un certain discours ethno partisan qui épouse les contours des différentes régions naturelles.

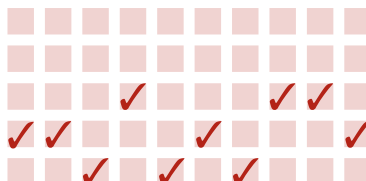
Dans le secteur public des médias le traitement équitable de toutes les voix de la société fait partie de la mission de service public. L'émission *Kibaro* qui est diffusée sur la chaîne publique (RTG) par exemple, est en 10 langues et pourtant elle n'épouse pas toutes les langues parlées dans le pays.

La libéralisation des ondes a, d'une certaine manière, rompu le monolithisme dans le secteur médiatique. Elle a été un catalyseur pour la diversité des contenus et des voix citoyennes.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.0 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

2.9 Le pays a une politique cohérente des TICs, ou le gouvernement met en application des mesures encourageantes, qui vise à satisfaire les besoins en informations de tous les citoyens, y compris les communautés marginalisées.

Du point de vue institutionnel on a en Guinée un ministère des Postes, télécommunications et des Nouvelles technologies de l'information, (PNUD) qui traduit une volonté de prendre en compte les TIC selon les panélistes. Cependant il n'existe pas une véritable politique officielle connue et documentée, mais plutôt des expériences d'E-gouvernance (informatisation de l'administration) qui avait permis sur financement du PNUD, l'hébergement des sites des ministères. Depuis la fin, ce projet, il ne s'est rien passé (même pas la mise à jour du site du gouvernement) car l'accès à la bande passante a été interrompu. Par conséquent, il y a à croire selon certains panélistes, à un manque de cohérence en termes de politique nationale.

D'ailleurs le projet de mise en place de la connexion par la fibre optique qui serait sans doute une avancée souffre du même déficit d'information pour les citoyens selon le même groupe d'acteurs panélistes.

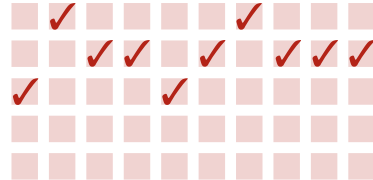
Pour ce qui concerne Internet, le niveau de satisfaction des citoyens est loin en deçà des attentes. Une grande ville comme Nzérékoré n'est toujours pas connectée. La téléphonie mobile est en revanche, par l'offre diversifiée (5 opérateurs)¹² qu'elle présente, l'outil de communication le plus utilisé.

¹² SOTELGUI, AREEBA, Intercel, Orange et Cellcom.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.0 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

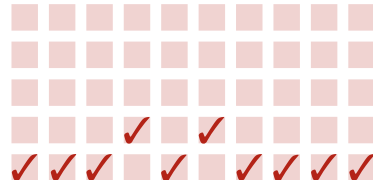
2.10 Le gouvernement n'utilise pas son pouvoir sur l'attribution des contrats publicitaires pour influencer le contenu éditorial.

Le constat fait par l'écrasante majorité des panélistes est que le gouvernement ne s'occupe même pas de cela. Il ne cherche même pas à influencer le contenu éditorial des médias. La publicité est réservée aux médias d'Etat et tout au plus aux médias étrangers pour soigner son image et à des coûts exorbitants.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.8 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

2.11 Le marché de la publicité est suffisamment important pour soutenir une diversité d'organes de presse.

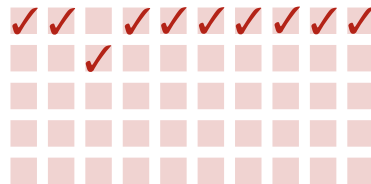
Le marché publicitaire est très peu important avec les cinq (5) compagnies de téléphonie (SOTELGUI, Areeba, Intercel, Orange et Cellcom) qui constituent les

principales pourvoyeuses de contrats publicitaires. Elles ont d'ailleurs réorientées leurs stratégies publicitaires en utilisant leurs propres réseaux de clients du mobile, ce qui a eu pour conséquence de priver les journaux et les radios d'une manne financière importante au point que certaines ont disparu ou risquent de fermer. Le problème de la publicité en Guinée est qu'on ne dispose pas de chiffres exacts sur le marché publicitaire. L'office guinéen de publicité (OGP) qui est un organisme d'Etat ne diffuse aucun chiffre sur la publicité.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.1 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

Note du secteur 2:

3.2 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)*

* Les indicateurs ont été révisés, amendés et décalés en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.

SECTEUR 3:

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

3.1 La législation sur l’audiovisuel a été adoptée et est appliquée, et crée un environnement favorable à l’audiovisuel public, commercial et communautaire.

La loi organique L/2010/002 en ses articles 27 à 41 et la loi 003 concernant la Haute Autorité de la Communication (HAC) intègre un souci d’ouverture. Elle prévoit plusieurs dispositions assez favorables en ce qui concerne l’audiovisuel publique, commercial, et communautaire. À l’heure actuelle on décompte 23 radios toutes catégories confondues, sur les 46 licences attribuées et deux télévisions privées et deux publiques.

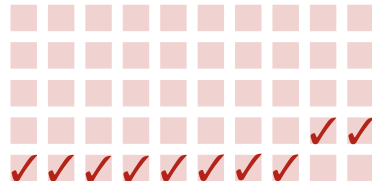
Selon la loi 003 en vigueur, c’est la HAC organe indépendant qui autorise l’implantation et l’exploitation des stations de radio diffusion et télévision privées et des radios communautaires. (Art 27 paragraphe 2)

Pour ce qui concerne les radios communautaires, certains panélistes ont estimé que la législation n’est pas intégralement appliquée y compris dans le secteur public. Il y a en effet un besoin de clarifier le statut des radios communautaires dont certains ont un statut public et d’autres, un statut privé.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d’indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d’indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d’indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d’indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d’indicateur



Moyenne de l’indicateur:

4.8 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.2 L'audiovisuel est régulé par un organe indépendant et adéquatement protégé par la loi contre les ingérences, et dont les membres sont nommés de façon transparente et ouverte, en concertation avec la société civile, et qui n'est pas dominé par un parti politique.

L'organe de régulation de l'audiovisuel est la Haute Autorité de la Communication (HAC). La loi 003 portant création de la HAC est entrée en vigueur depuis sa promulgation par le Président de la transition le 22 juin 2001. Cependant, c'est le Conseil National de la Communication (CNC) qui aux termes des dispositions transitoires de la Constitution assume le rôle de la Haute Autorité de la Communication jusqu'à la mise en place de la prochaine Assemblée Nationale. Les élections législatives sont prévues en novembre 2011, et suite l'installation de l'Assemblée Nationale, la HAC sera mise en place.

Aux termes de l'article 1 de la loi L 91 /006 portant création du CNC, on peut affirmer qu'il s'agit d'un organe doté de la *personnalité morale et de l'autonomie financière*, ce qui le met un peu à l'abri des ingérences des gouvernements. En vertu de ce statut d'autorité administrative indépendante, son budget est inscrit dans la loi de finances de l'année.

Parmi les neuf membres du CNC, six sont désignés pour cinq ans, et trois pour trois ans. Le mode de désignation des six membres du CNC se fait selon une clef de répartition qui fait la part belle au Président de la République qui nomme deux membres dont le président du CNC. Les autres venant de l'assemblée nationale, du conseil supérieur de la magistrature, des professionnels des médias, du personnel, et des postes et télécommunication. A côté les trois autres membres du CNC sont désignés par les collectifs du cinéma, des imprimeurs, et des libraires, bibliothécaires et archivistes.

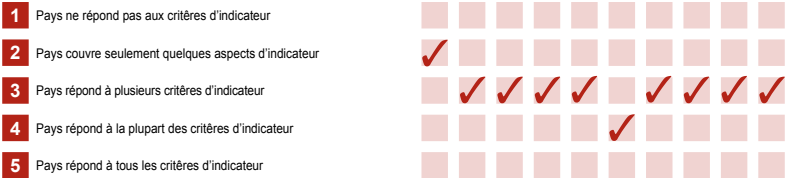
Par contre, la HAC est composée de onze (11) membres dont « un désigné par le Président de la République, un par le Président de l'assemblée nationale, un par le conseil supérieur de la magistrature, cinq par les associations professionnelles, un membre par les postes et télécommunications, un par le collectif des imprimeurs, des libraires, des bibliothécaires, et des archivistes, un membre par le collectif du cinéma et de la photographie ». Le président de la HAC est élu par ses pairs sous la supervision de la cour constitutionnelle.

Dans le cas du CNC et encore mieux dans le cas de la HAC, le mode de désignation des membres ne laisse pas de doute sur l'indépendance de l'organe de régulation. La question qui se pose est de savoir si en pratique cela protège ou pas l'organe de régulation, ou si cet organe a les moyens de faire la régulation de l'espace médiatique tant au niveau du privé que du public ?

Certains panélistes sont dubitatifs, car si au départ on avait voulu protéger le CNC en excluant de sa présidence un militant d'un parti politique, au final c'est ce qui est arrivé avec l'actuelle présidente du CNC qui est membre du parti au pouvoir.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.0 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

3.3 L'organe régulant les services et les licences audiovisuels, le fait dans l'intérêt du public, et assure l'équité et la diversité de vues représentant la société dans son ensemble.

Les décisions de l'organe de régulation sont en fait fondées sur les textes et les règles définies avec les parties prenantes qui le composent. Ainsi l'Art 30, paragraphe 2 de la loi 002 portant liberté de la presse indique en substance que « aucune station de radiodiffusion ou de télévision privée ou communautaire ne doit ni directement et indirectement s'identifier à un parti politique, à une religion, à une région ou encore à une ethnie ».

Cette disposition vise, en effet, à assurer à toutes les composantes de la société un accès équitable aux médias.

L'autorisation de diffusion est accordée par l'organe de régulation pour la radio privée, la Télévision et les radios communautaires, alors qu'auparavant c'est le ministère de l'information qui les distribuait et qui d'une certaine manière était accusé de nombreux blocages selon les panélistes.

Néanmoins, la signature d'une convention avec le ministère de la communication est obligatoire après l'obtention de l'autorisation de diffusion.

Cependant les panélistes ont noté des problèmes dans la régulation de l'agence de régulation des postes et télécommunications (ARPT) en charge des aspects techniques.

Des divergences d'interprétation existent réellement entre le CNC et l'ARPT et le ministère de l'information en ce qui concerne l'identification des radios titulaires de licences.

Et effet, celles qui sont basées à Conakry disposant d'une station à l'intérieur sont comptées double au niveau de l'ARPT et considérées comme une seule entité par le ministère.

Le pointage:

Notes individuelles:

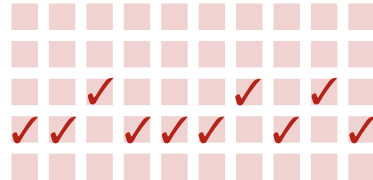
1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur

2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur

3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur

4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur

5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.7 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

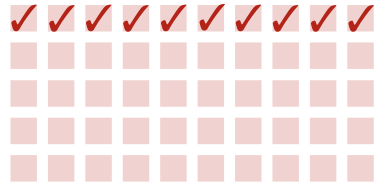
3.4 Le diffuseur public/d'Etat est responsable devant le public par l'intermédiaire d'un conseil d'administration représentatif de la société dans son ensemble et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente.

Le diffuseur public en Guinée est la Radio Télévision Guinéenne (RTG). La RTG n'a pas de conseil d'administration ni de statut. Le décret de répartition des services rattache la RTG au ministère de la communication. Le directeur de la Radio Télévision Guinéenne (RTG) est nommé discrétionnairement par décret par le Président de la République.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.5 Les fonctionnaires nommés à des positions politiques et les membres de partis politiques, ainsi que les personnes qui ont des intérêts financiers dans le secteur de l'audiovisuel, ne sont pas membres du conseil d'administration du diffuseur public/d'Etat.

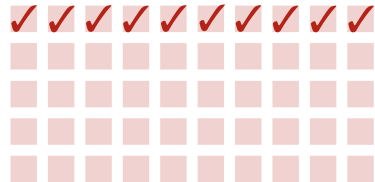
Le statut de la RTG change au gré des changements de ministre et de gouvernement. Le conseil d'administration n'existant pas, la RTG fonctionne comme un service – et sous l'autorité - du ministère de la communication.

Le projet de mise en place d'un office de la radio télévision guinéenne est resté sans suite au point qu'aujourd'hui il y a deux directions totalement autonomes à Boulbinet et à Koloma.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.6 L'indépendance éditoriale du diffuseur public/d'Etat de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée.

Il n'y a pas de loi garantissant l'indépendance éditoriale de la RTG qui est sous la tutelle du ministère de la communication. La RTG en est même un service rattaché au ministère. Ceci étant, elle n'a pas d'indépendance éditoriale. Selon des panélistes, il est arrivé dans le passé que des ministres se sont transportés dans les studios de la RTG pour faire des changements dans les programmes.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur										
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur										
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur										
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur										

Moyenne de l'indicateur:

1.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.7 Le diffuseur public/d'Etat est financé de manière à le protéger contre toute ingérence arbitraire dans son budget, et contre toute pression commerciale.

Le diffuseur public (RTG) est financé sur le budget du ministère de l'information et par les recettes publicitaires qui lui proviennent de l'Office guinéen de publicité (OGP). Ce dernier engrange près de 30% des recettes publicitaires et sur lequel la RTG n'a aucune maîtrise.

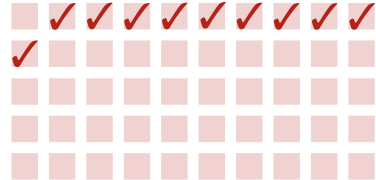
La RTG n'a pas de budget propre. Elle exprime chaque année ses besoins au ministère de la communication qui alloue sur son budget une enveloppe aux différents services dont la RTG. La RTG est donc soumise à un arbitrage budgétaire et naturellement à des ingérences.

Selon un des panélistes, pour faire un reportage il faut nécessairement l'aval financier des supérieurs, car il n'y a pas de budget de production.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

1.1 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

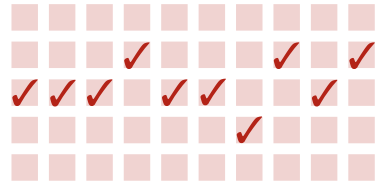
3.8 Le diffuseur public/d'Etat est techniquement accessible sur toute l'étendue du territoire national.

La RTG n'est pas techniquement accessible sur toute l'étendue du territoire national. Seuls près de 60% du territoire national sont couverts par les émissions de la RTG. La cause est liée entre autres, selon un des panélistes, au problème de maintenance des équipements.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.8 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.9 Le diffuseur public/d'Etat offre une programmation variée qui prend en compte tous les intérêts.

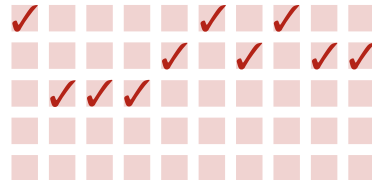
Depuis le Bug¹³ de l'an 2000 la RTG ne peut plus accéder à ses archives, ni utiliser ses bandes sonores pour varier ses programmes. Les programmes connaissent cependant quelques variations mais la grille des programmes n'est toujours pas maîtrisée. Ainsi les activités du chef de l'Etat remettent fréquemment en cause la programmation.

L'essentiel des programmes tourne autour des films, des pièces de théâtre, et des spectacles de danse sans grand intérêt, car il n'existe pas de budget de production. D'ailleurs, toute activité de production doit recevoir l'aval du supérieur hiérarchique. Il s'y ajoute le monopole du pouvoir sur la télévision a des fins de propagande. Tout cela pour dire que l'audiovisuel public a un programme qui tend à se varier mais reste encore très limité.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.10 Le diffuseur public/d'Etat fournit des informations équilibrées et justes, reflétant l'ensemble des différents points de vue et opinions.

La réponse sur cet indicateur est négative, à fortiori, surtout depuis l'élection présidentielle de 2010. En effet, il y a une mainmise du nouveau pouvoir sur le journal télévisé de la RTG, au point que les autres dirigeants politiques ont été obligés de se retourner vers les radios privées pour se faire entendre.

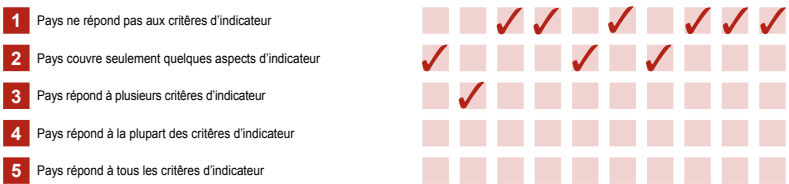
13 Le passage informatique de l'an 2000 a induit des problèmes de conception et de programmation portant sur le format de la date dans les mémoires des ordinateurs et donc dans les matériels informatiques ainsi que les logiciels. Ce phénomène a bloqué l'accès à certaines archives numériques stockées dans les anciens ordinateurs de la RTG.

D'ailleurs le président du Conseil National de la Communication (CNC) a sorti un communiqué pour constater le déséquilibre de l'information et la couverture des activités des partis politiques.

L'organisation du travail au niveau de la RTG, d'autre part, annihile toute initiative d'innovation des professionnels dans la collecte de l'information, l'ouverture au public, et aux points de vue et opinions divers.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.5 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.11 Le diffuseur public/d'Etat présente un contenu local aussi varié et créatif qu'économiquement réalisable.

La RTG présente un contenu local varié certes, mais les programmes ne sont pas économiquement viables. L'initiative qui avait été prise de décentraliser la production en envoyant des équipes de production dans les 8 régions naturelles du pays, n'a pas fait long feu, faute de moyens.

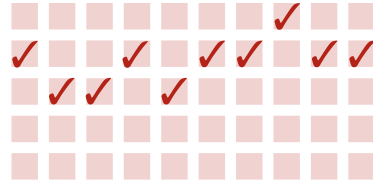
Le contenu local manque aussi de créativité et se limite au seul folklore. En revanche, 80% des informations sont produites en langues locales dans les huit langues dominantes.

Par ailleurs, les discussions du panel ont permis de noter qu'il y a des contenus locaux spécifiques, réalisés et diffusés par la RTG au profit, ou à la demande des ONG qui rémunèrent par conséquent le service. Ils concernent généralement les questions de développement. L'absence de budget de production justifie cette démarche du diffuseur public pour varier ses programmes notamment avec des documentaires.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.2 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.12 L'audiovisuel communautaire bénéficie d'une promotion spéciale du gouvernement étant donné sa capacité à ouvrir l'accès aux ondes aux communautés.

Les radios communautaires ont bénéficié d'une promotion sociale avec des comités de gestion qui s'impliquent dans la production des contenus pour relayer leur vie au quotidien.

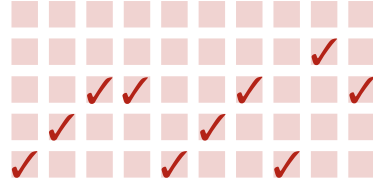
Selon plusieurs panélistes, la volonté politique du gouvernement pour promouvoir la radio communautaire de proximité a été notée sous le mandat du Président Lansana Conté à travers l'adoption d'un cahier des charges à la fois pour les radios communautaires publiques et privées. Celles-ci sont à distinguer de la *radio rurale d'Etat* (Ex : radio de Labé qui à l'origine est un don de la coopération suisse) et de la *radio communautaire publique* comme par exemple radio *Bambou* de Coyah dans laquelle les populations contribuent aux frais de fonctionnement) qui toutes deux relèvent de la direction général de la radio rurale à la RTG.

Par conséquent il y a, comme précédemment indiqué, un petit problème au niveau du statut de ces radios et de leur mode de gestion. D'ailleurs la distinction entre radios communautaires publiques/privées a fini de créer une situation ambiguë, qu'utilisent certaines radios communautaires pour basculer vers la politique.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



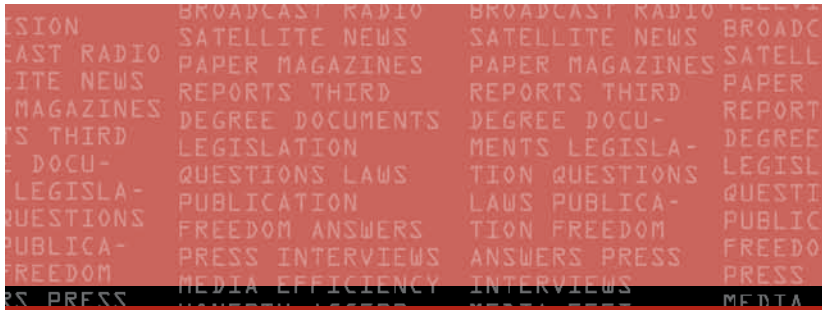
Moyenne de l'indicateur:

3.7 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

Note du secteur 3:

2.3 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)*

* Les indicateurs ont été révisé, amendé et décalé en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.



SECTEUR 4:

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.



Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

4.1 Les médias suivent volontairement des codes de normes professionnelles qui sont appliqués par des organes d'autorégulation qui traitent les plaintes du public.

En Guinée il y a un code de déontologie en circulation pour la presse. Ce code, adopté depuis 20 ans par l'Association des Journalistes de Guinée (AJG), a subi un toilettage et est parrainé par l'observatoire guinéen pour la déontologie dans les médias (l'OGUIDEM)¹⁴. Mais il n'est pas validé par l'ensemble des professionnels. Ce code n'est pas respecté, l'esprit de confraternité est bafoué.

Il existe depuis 2001 l'organe d'autorégulation en l'occurrence, l'observatoire guinéen pour la déontologie dans les médias (l'OGUIDEM) qui a pour mission de faire l'autorégulation. Le mandat des dirigeants actuels de l'OGUIDEM a expiré, l'organe est dans une grande léthargie et ne joue pas son rôle. Il est prévu son renouvellement prochain.

Cette situation est due au manque d'intérêt des journalistes eux-mêmes pour l'organe d'autorégulation, mais aussi du public qui ignore tout du code et des modalités de saisine de l'OGUIDEM.

Avec la libéralisation de l'audiovisuel privé en 2005, et suite au vide créé par la léthargie de l'OGUIDEM, l'union des radios et télévisions libres de Guinée (URTELGUI) et l'association Guinéenne de la presse en ligne (AGUIPEL) se sont dotées de code de déontologie et certains membres ont été exclus¹⁵ ou suspendus¹⁶ pour violation de ces règles déontologiques.

Par conséquent de manière sectorielle il y a des efforts de faire respecter les normes professionnelles. Mais au total, les panélistes ont fait noter que l'activité d'autorégulation est très marginale en Guinée.

Ainsi, c'est plutôt vers le Conseil National de la Communication (CNC) que les plaintes sont orientées. Ex : la suspension du journal *le Défi Les professionnels et l'opinion* avaient estimé que la sanction était disproportionnée.

¹⁴ L'observatoire guinéen pour la déontologie dans les médias

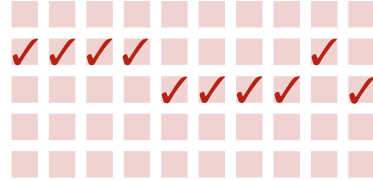
¹⁵ Pour URTELGUI

¹⁶ AGUIPEL

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.5 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

4.2 Le niveau de traitement de l'information obéit aux principes de base d'exactitude et d'impartialité.

Le niveau de traitement de l'information n'est pas totalement satisfaisant. Les informations sont généralement orientées et manipulées. Mais on note quelques exceptions dans les médias privés et cela se remarque jusque dans le style d'écriture de ces journaux.

Par ailleurs, le clivage entre les médias privés supposés plus équidistants et les médias publics accusés de propagande n'est pas si net : on constate une certaine évolution dans *Horoya* le journal pro gouvernemental.

En revanche, sur l'impartialité de l'information, il est difficile de se faire une idée en tant que lecteur selon certains membres du panel. Les faits relatés sont tellement contradictoires et proviennent de sources tellement diverses que l'opinion reste souvent dubitative. A la décharge des professionnels des médias, on note le verrouillage des sources d'information officielles vis-à-vis de certains d'entre eux, ce qui engendre la rumeur et l'information non vérifiée.

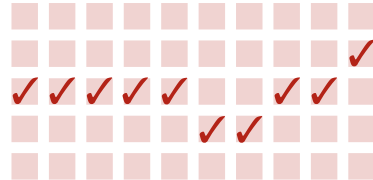
Sous ce registre, les panélistes notent des griefs récurrents dans le traitement de l'information notamment : la confusion entre les faits et le commentaire, les titres trompeurs sans rapport avec le contenu de l'article pour attirer les lecteurs, et le manque de formation des journalistes qui rejailli sur la qualité de l'information.

Néanmoins, les journaux observent la publication des droits de réponse des citoyens lorsqu'ils sont saisis, même si, selon les panélistes ceci est un phénomène marginal, car les gens préfèrent s'abstenir de polémiquer avec les journalistes qui souvent ont le dernier mot. Face à toute cette situation l'instance de régulation semble quasiment désarmée.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.1 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

4.3 Les médias couvrent tous les événements, sujets et cultures, y compris les questions économiques, culturelles, locales, et les sujets d'investigation.

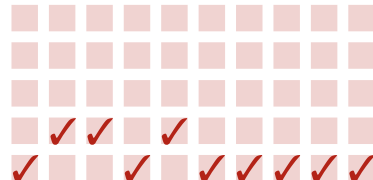
Dans le secteur privé, la réponse est affirmative. Les différentes rubriques des journaux, sur les sites web et à la radio et à la Télévision illustrent cet état de fait. Cependant il faut souligner le *diktat* de l'information politique sur toutes les autres informations. Les autres faits d'actualité occupent une portion congrue.

Dans le secteur public, on note un accaparement de la RTG par le pouvoir d'Etat au détriment des autres leaders d'opinion. Les autres faits d'actualité culturels et sur les questions de développement sont assez bien traités, mais les sujets d'investigations sont peu nombreux.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.7 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

4.4. L'égalité des chances, quels que soient la race ou l'ethnie, le groupe social, le sexe, la religion, les handicaps physiques, est promue dans les organes de presse.

On ne peut pas donner un ratio exact de la proportion de journalistes selon le genre, l'âge, l'ethnie, la religion dans les organes de presse, car le constat révèle que dans l'ensemble cette considération n'est pas très présente chez les professionnels dans le recrutement. Les organes de presse font prévaloir des considérations liées à la compétence et la proximité dans leur recrutement en fonction des ressources disponibles.

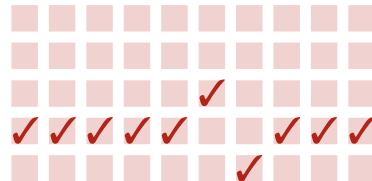
En revanche certaines initiatives en faveur de la promotion des personnes handicapées ont connu des fortunes diverses. C'est le cas d'un non voyant qui a fait « toutes ses classes » au journal *Le Lymx* où elle dictait ses papiers avant de rejoindre la RTG comme collaboratrice.

Selon la nature du handicap et des moyens de l'organe, il peut y avoir des problèmes pour le recrutement, dès lors qu'il engendre des charges d'exploitation très lourdes pour de petites unités, selon les panélistes.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5 Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

4.0 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

4.5 Les journalistes et directeurs de publication n'exercent pas l'autocensure.

Il n'y a pas d'autocensure venant des directeurs de médias dans le privé. Néanmoins, ils concèdent, que certaines pratiques d'autocensure monnayées existent dans les médias. Par exemple, on soustrait un article de son journal pour organiser une fuite par ailleurs.

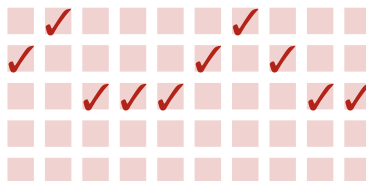
Dans la presse publique, le phénomène de l'autocensure prend une autre tournure lorsqu'il s'agit, par exemple, des manifestations des partis d'opposition ou de syndicats. Elles bénéficient d'une couverture symbolique de quelques secondes voire de black out total. Ex : Lors de la grève des syndicats, la RTG diffusait de la musique, et son journal télévisé annonçait qu'il y avait des incidents dans la banlieue de Conakry, alors qu'on avait enregistré un mort.

Dans la foulée de cette autocensure, un éditorial commandé intitulé « la guerre est déclarée contre le syndicat » était lu à l'antenne sous la surveillance du ministre, de la communication présent dans la salle de rédaction.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

4.6 Les propriétaires des principaux médias privés n'empiètent pas sur l'indépendance éditoriale.

Ils exercent une influence sur le contenu du journal en fonction des leurs intérêts économiques, ce qui fait que parfois les journalistes ne se reconnaissent pas dans l'article publié sous leur signature parce qu'il aura été non seulement corrigé, mais parfois dénaturé.

Dans les radios aussi les patrons font très attention à des discours qui risquent de heurter certaines sensibilités ethniques ou religieuses. Le phénomène nouveau est l'apparition des hommes d'affaires politiques dans le paysage radiophonique. En effet, même si les radios sont gérées par des professionnels, il y a selon les panélistes un doute sérieux qui pèse sur leur indépendance éditoriale.

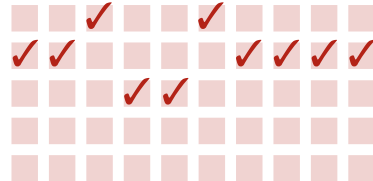
Au demeurant les incursions de propriétaires de médias privés restent dans une proportion raisonnable et font l'objet de débat au sein des rédactions.

La seule limite, c'est lorsque le propriétaire est directeur de publication et rédacteur en chef et reporter à la fois. Il existe des journaux de ce genre.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

4.7 Les journalistes et les organes de presse sont intègres et ne sont pas corrompus.

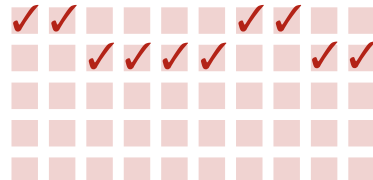
L'intégrité des journalistes est en cause pour certains panélistes qui ont pris en exemple les événements du 28 septembre 2009¹⁷ pour émettre des doutes sur le courage des journalistes dans le traitement de l'événement.

En revanche, on note des soupçons de corruption, même si le phénomène est difficile à prouver. Au total, ce qui est perceptible de manière très nette, de l'avis des panélistes, c'est qu'il y a parmi les professionnels des « nègres » qui sont des plunitifs commis pour régler des comptes aux adversaires politiques dans leur journal moyennant de l'argent.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.6 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

¹⁷ Les partis politiques et les organisations de la société civile avaient organisé un rassemblement au stade du 28 Septembre pour manifester contre la junte. Mais la manifestation a tourné au bain de sang avec la répression des militaires de la junte du Président Moussa Dadis Camara. Les médias n'ont pas couvert les événements d'une manière appropriée.

4.8 Les niveaux de salaire et les conditions générales de travail des journalistes et des autres acteurs des médias sont appropriés.

Le constat fait par l'ensemble des panélistes est que le modèle économique des médias guinéens ne permet pas de payer des salaires appropriés à cause des charges incompressibles notamment de carburant.

Au niveau du privé il n'y a pas de contrat de travail ni de convention collective pour les journalistes. Il est donc illusoire de parler de respect du code du travail, ni d'inscription à la sécurité sociale encore moins de bulletin de salaire.

Le niveau des salaires est aussi très bas. Il oscille entre 300 000 FG¹⁸/ et 600 000 FG/mois pour un débutant ; ce qui ne permet pas d'acheter un sac de riz; et 1 million FG pour les responsables de journaux. Pis pour le licenciement d'un travailleur le patron n'a pas besoin de notification par écrit.

Dans le secteur public le niveau des salaires est aussi très bas. Ex : un salarié de la hiérarchie A avec 28 ans de service se retrouve avec 870 000 FG/mois¹⁹.

Le seul syndicat qui existe est dans le secteur public, or ce personnel là relève de la fonction publique et émerge sur le budget de l'Etat, à l'exception des contractuels de la RTG dont la rémunération totale avoisine 8 millions de francs guinéens par mois.

Le seul secteur des radios a connu des salaires assez élevés pouvant aller jusqu'à un salaire de 2 000 000 FG²⁰ pendant la période qui a coïncidé avec le boom de la publicité des opérateurs de téléphone mobile. Ces opérateurs ont réorienté leur stratégie publicitaire vers d'autres supports et la manne a baissé aujourd'hui.

18 1 US\$ = 7000 FG ; entre 43 US\$ et 86 US\$

19 124 US\$

20 286 US\$

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

1.2 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

4.9 Les professionnels des médias ont accès à des structures de formation qui offrent des programmes de qualification ainsi que des opportunités d'améliorer leurs compétences.

La formation de type universitaire est dispensée à l'institut public de formation de l'université de Conakry (Institut Kountya).

Des universités privées disposent aussi de filières de formation en journalisme (Fondation Aboubacar Camara, Université Mercure, Université Nelson Mandela, et Kofi Annan). Le grand problème rencontré en ce qui concerne la formation en Guinée est qu'elle est assurée par un personnel peu qualifié. Ce sont souvent d'anciens présentateurs de journal, ou d'anciens stagiaires qui dispensent les cours. D'où, le constat d'un manque de niveau criard fait par les panélistes du secteur des médias. C'est pourquoi il est nécessaire d'assainir le secteur de la formation à l'avenir pour garantir la relève dans le métier.

Le contenu de la formation dans les structures précitées est défini sans aucun lien avec les besoins des responsables d'entreprises de presse. Or ces structures envoient des étudiants en stage pratique dans les structures de presse.

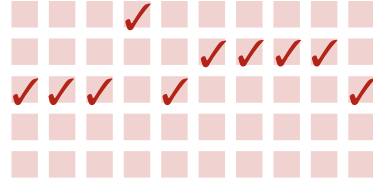
Cette formation de type classique est complétée par celle offerte par les ONG et certaines initiatives privées sous forme de séminaires de courtes durées et ciblés. Mais elles ne prennent en compte que les aspects journalistiques et laissent de côté les aspects liés à la gestion des entreprises de presse. Or pour leur viabilité il faut ce type de compétences.

Ce fut le cas au moment du démarrage des radios privées avec le projet de formation initié par le PNUD et piloté par RFI (Radio France Internationale) et qui a permis de former la plupart des personnels des radios privées.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

2.4 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

4.10 Les journalistes et les autres acteurs des médias sont organisés en syndicats et/ou associations professionnelles, qui défendent leurs intérêts de manière efficace.

Les patrons des radios privées et télévision sont organisés en association (URTELGUI), de même que les journalistes réunis sous la bannière de l'Association des journalistes de Guinée (AJG), de l'OGUIDEM, et l'AGUIPEL.

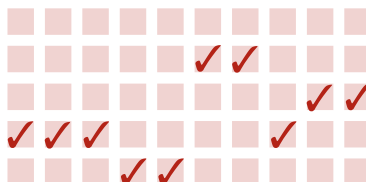
Dans le secteur public les professionnels sont réunis dans deux syndicats : celui de la RTG et celui du ministère de la communication, affilié à la puissante Confédération Nationale des travailleurs de Guinée (CNTG). En revanche il n'existe pas encore de syndicat dans le secteur privé.

La plupart des associations fonctionnent mal. La faible capacité d'organisation des associations de journalistes retarde encore la mise en place et le fonctionnement de la maison de la presse offerte par la coopération française depuis 2008.

Le pointage:

Notes individuelles:

- 1** Pays ne répond pas aux critères d'indicateur
- 2** Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur
- 3** Pays répond à plusieurs critères d'indicateur
- 4** Pays répond à la plupart des critères d'indicateur
- 5** Pays répond à tous les critères d'indicateur



Moyenne de l'indicateur:

3.6 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

Note du secteur 4:

2.9 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)*

MOYENNE DE TOUS LES SECTEURS: 3.0

* Les indicateurs ont été révisé, amendé et décalé en 2008/2009. Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédentes n'est plus possible.

Les deniers développements et la façon de progresser

1. Les changements dans l'environnement des médias ces deux/trois dernières années

Des changements positifs comme négatifs sont notés dans le secteur des médias guinéens par les panélistes:

A - Les changements positifs

- L'amélioration du cadre juridique
 - Dépénalisation des délits de presse
- Expansion du paysage médiatique
 - Libéralisation des ondes
 - Développement de la presse en ligne
- Développement du pluralisme des opinions dans les médias.
- Amélioration des rapports entre les médias, la justice et les services de sécurité

B – Les changements négatifs

- Renforcement de la mainmise de l'Etat sur les médias publics
- Inadéquation de la formation avec les besoins du secteur
- Forte tendance partisane des médias
- Manque de fiabilité de certaines entreprises de presse
- Faible engagement des organisations de journalistes et des médias et violation de leurs statuts par elles-mêmes
- Faiblesse du niveau de gouvernance interne des organisations et associations de presse

2. D'activités à mener dans les deux/trois prochaines années

- La vulgarisation de tous les instruments juridiques.
- Le renforcement des capacités :
 - Formation académique des journalistes
 - Formation à la gestion d'une entreprise
 - Perfectionnement et formation continue des journalistes
- Le renforcement de la sécurité et de la protection des journalistes et des organes d'information
- Le plaidoyer pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des journalistes des secteurs publics et privés

- Le plaidoyer pour la mise en place d'une messagerie pour la presse écrite sur tout le territoire national
- Le plaidoyer pour le renforcement de l'aide directe et indirecte aux médias.
- Le renforcement de l'autorégulation notamment en faisant fonctionner l'observatoire guinéen des médias (OGUIDEM)
- Une campagne de sensibilisation de l'Etat pour qu'il mette en place les structures pour assurer l'accès à l'information publique
- Organisation des états généraux de la presse en Guinée
- Organiser une large diffusion du rapport du Baromètre des médias en Guinée 2011

Le panel a eu lieu les 25 et 26 juin 2011 à Condéya.

Les Panélistes:

Médias :

1. Jean Raymond Soumah, Journaliste
2. Alpha Kabinet Doumbouya, Journaliste
3. Souleymane Diallo, Journaliste, Editeur
4. Monique Curtis, Journaliste
5. Boubacar Yacine Diallo, Journaliste/Radio

Société Civile :

6. Aziz Diop, Représentant de la société civile
7. Mamadou Taran Diallo, Représentant de la société civile
8. Aïssata Keita, Représentante de la société civile
9. Dorcas Néma Diane, Koivoguil, Représentante de la société civile
10. Séréba Mory Kante, Avocat

Rapporteur :

Mamadou Ndao

Modérateur :

Gabriel Baglo



AFRICAN MEDIA BAROMETER

The first home grown analysis of the
media landscape in Africa



AFRICAN MEDIA BAROMETER

GUINEA 2011

English Version

MAGAZINES DEGREE DOCUMENTS DEGREE DOCU- REPORT

CONTENT

EFFI- TION TRUTH POINT ACCESS BOOKS BOOKS

SECTOR 1: 75

Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.

SECTOR 2: 87

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

SECTOR 3: 97

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

SECTOR 4: 109

The media practise high levels of professional standards.

The African Media Barometer (AMB)

The African Media Barometer (AMB) is an in-depth and comprehensive description and measurement system for national media environments on the African continent. Unlike other press surveys or media indices the AMB is a self-assessment exercise based on homegrown criteria derived from African Protocols and Declarations like the “*Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa*” (2002) by the “African Commission for Human and Peoples’ Rights” (ACHPR)¹. The instrument was jointly developed by *fesmedia Africa*, the Media Project of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in Africa, and the Media Institute of Southern Africa (MISA) in 2004.

The African Media Barometer is an analytical exercise to measure the media situation in a given country which at the same time serves as a practical lobbying tool for media reform. Its results are presented to the public of the respective country to push for an improvement of the media situation using the AU-Declaration and other African standards as benchmarks. The recommendations of the AMB-reports are then integrated into the work of the 19 country offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in sub-Saharan Africa and into the advocacy efforts of other local media organizations like the Media Institute of Southern Africa.

Methodology and Scoring System

Every two to three years a panel of 10-12 experts, consisting of at least five media practitioners and five representatives from civil society, meets to assess the media situation in their own country. For 1 1/2 days they discuss the national media environment according to 45 predetermined indicators. The discussion and scoring is moderated by an independent consultant who also edits the AMB- report.

After the discussion of one indicator panel members allocate their individual scores to that respective indicator in an anonymous vote according to the following scale:

1	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Country meets only a few aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Country meets some aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹ The ACHPR is the authoritative organ of the African Union (AU) mandated to interpret the African Charter on Human and Peoples’ Rights.

The sum of all individual indicator scores will be divided by the number of panel members to determine the average score for each indicator. These average indicator scores are added up to form average sector scores which then make up the overall country score.

Outcome

The final, qualitative report summarizes the general content of the discussion and provides the average score for each indicator plus sector scores and overall country score. In the report panellists are not quoted by name to protect them from possible repercussions. Over time the biennial or tri-annual reports are measuring the media development in that particular country and should form the basis for a political discussion on media reform.

In countries where English is not the official language the report is published in a bilingual edition.

Implementing the African Media Barometer the offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) and - in SADC countries the Media Institute of Southern Africa (MISA) - only serve as a convener of the panel and as guarantor of the methodology. The content of the discussion and the report is owned by the panel of local experts and does not represent or reflect the view of FES or MISA.

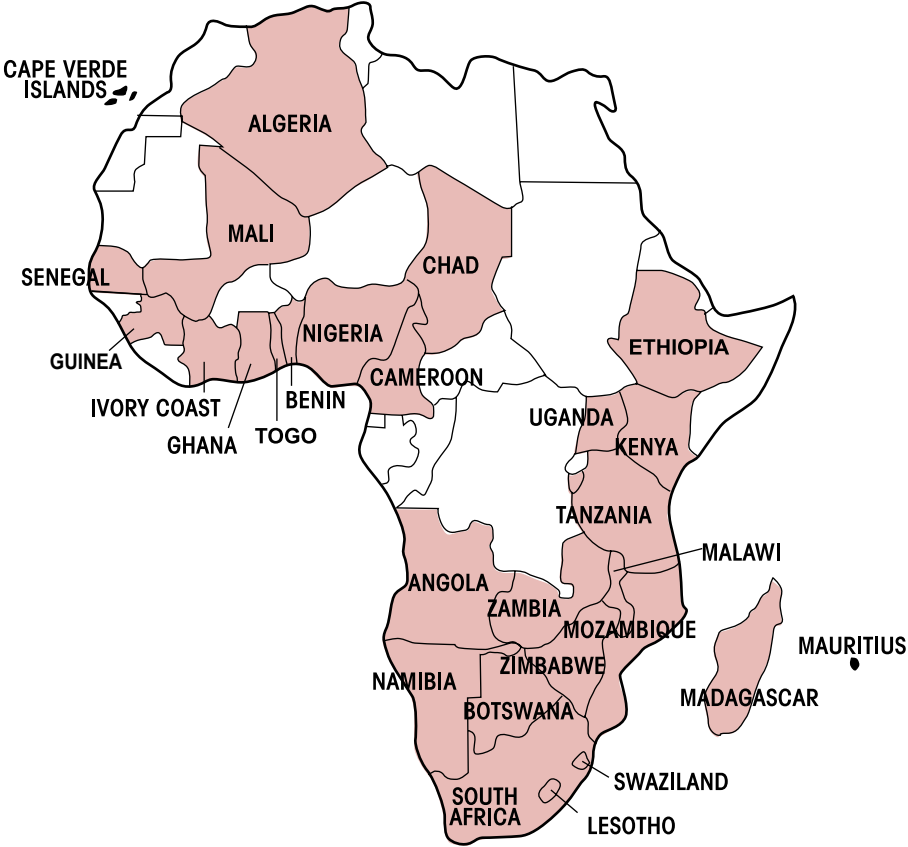
At the end of 2008 the indicators were reviewed, amended and some new ones were added to address the rapid developments in Information Communication Technology².

By the end of 2011 the African Media Barometer had been held in 28 African countries, in some of them already for the third time.

Mareike Le Pelley
Head of fesmedia Africa
Friedrich-Ebert-Stiftung
Windhoek
Namibia

Zoe Titus
Acting Regional Director
Media Institute of Southern
Africa (MISA)
Windhoek, Namibia

² Consequently, the comparison of some indicators of previous reports is not applicable (n/a) in some instances in which the indicator is new or has been amended considerably. Furthermore sector scores are not applicable (n/a) as indicators have been moved.



See above 28 AMB Countries (2005-2011)

AFRICAN MEDIA BAROMETER

GUINEA 2011

Summary

Guinea is known for its fierce struggle for independence, which it obtained in 1958. Struggle leader Ahmed Sekou Touré, then very popular in his country, as elsewhere in Africa, became the country's first president. He preached Pan-Africanism, "the total decolonisation of the country's structures" and the setting up of a "socialist society". Sekou Touré was the target of many assassination attempts and accused France of plotting to overthrow his regime which, in its resistance, gradually became a dictatorship that devoured many of its own children.

During Sekou Touré's rule, the media operated under rigid state-party control and freedom of expression was not tolerated in any form whatsoever.

When Sekou Toure died in 1984, Colonel Lansana Conte, leader of the Military Council for National Redress (*Comité Militaire de Redressement National*, CMRN) seized power. When he became President of the Republic, Lansana Conte granted amnesty to political prisoners, dismantled the socialist system, curbed the power of the military, opened the country up to Western capital, encouraged Western investment, and strengthened ties with France and Guinea's West African neighbours. Fundamental freedoms were restored and the first laws ever to promote media freedom and creating a media regulatory board were passed in 1991. The airwaves were opened up only in 2005, following a long period of pressure from the international community.

President Lansana Conte also survived numerous coup attempts before instituting a semblance of democratic tolerance that led to the first multi-party elections. These elections confirmed him in power in 1993 and again in 1998 but were followed by violent protests and strikes. Opposition leaders, especially current President Alpha Conde, were brutalised and imprisoned under the Lansana Conte regime.

The civil wars in neighbouring Sierra Leone and Liberia also affected Guinea, which suffered from rebel incursions into its territory, and from an influx of refugees.

From 2006, social movements began to gain ground against the Conte regime. In January 2007, the two main trade unions launched strike actions that were followed by rioting in the principal towns and cities. The Conte regime was forced to allow for a process of political transition by appointing a new prime minister to head a government of national unity charged with the task of addressing the concerns and demands of socio-political movements prior to general elections.

On December 22, 2008, President Lansana Conte died after a long illness. The following day, a military junta, the National Council for Democracy and Development (*Conseil National pour la Démocratie et le Développement*, CNDD), under Captain Moussa Dadis Camara, took power and promised a short transition period of one year before handing power over to civilians. Despite these promises, personal ambitions and internal divisions led to a prolonged and highly volatile transition period. A second round of presidential elections in November 2010 confirmed Professor Alpha Conde as the winner.

The transition period (2008–2010) was marked by numerous reforms. The National Transition Council (Conseil National de la Transition, CNT) – a temporary parliament put in place in 2010 – adopted a new Constitution on May 06, 2010. In the same year, it also revised and adopted new laws to regulate the press sector, notably Law 002 granting media freedom, Law 003 creating a High Communication Authority, as well as “the law authorising access to public information.” However, none of the laws promulgated has yet been published in the Official Gazette.

The Constitution guarantees freedom of expression and freedom of the media. Its preamble proclaims Guinea’s adherence to the norms and principles of the United Nations, the Declaration of Human Rights, the International Conventions and Pacts governing Human Rights, the African Union’s Constitutive Act, the African Charter on Human and Peoples’ Rights and its additional protocols on Women’s Rights, as well as the Economic Community Of West African States (ECOWAS) Treaty and its protocols on Democracy and Good Governance. Article 7 of the Constitution says that “The creation of a press or media organ for the dissemination of political, economic, social, cultural, sporting, recreational or scientific information shall be free.” Any restriction to this provision must be “absolutely necessary to maintain public order and defend democracy”.

The Constitution refers to the duty of the state “to ensure that the Constitution [...] and all other duly ratified international instruments relative to human rights [...] are available to and understood by all.” Unfortunately, not all these instruments are known to the public and no measures are taken to make sure they are being respected.

Given the political and ethnic divisions in the country, freedom of expression is practised timidly, and not without fear. There is no law which limits freedom of expression; it is rather the abusive interpretation of the notion of state secrets that endangers freedom of expression and denies citizens free access to public information. The “law granting free access to public information” has still not come into effect.

Anyone who wishes to publish a newspaper in Guinea just has to register: “Anyone shall be free to create a media organ without prior authorisation and without a surety deposit”. All it takes is a simple administrative declaration setting

out the name of the newspaper, the publisher's name and address, and the name of the printer, addressed to the State Council, which will issue a receipt. For online publications, the law requires the full name, address and profession of the publisher or webmaster in Guinea, as well as the website address and head office. The state does not attempt to block or filter the contents of the internet, quite apart from the fact that it does not have the means to do so. Most websites are hosted abroad and therefore beyond government control. The media law regulates concentration. The state subsidises the media.

The law defines a professional journalist as any person with a diploma from a recognised school of journalism, whose principal, regular and remunerated activity is the collection, processing and dissemination of information, and/or any person who holds a bachelor's degree or its equivalent, followed by at least two years of practical experience in collecting, processing and disseminating information in the media. In practice, however, this requirement is not mandatory for journalists to ply their trade.

Journalists are obliged to protect their sources of information. However, a journalist may be required to reveal his or her source of information at the request of the Attorney General. This can constitute an obstacle to the protection of the confidentiality of one's sources but a journalist can refuse to comply, and appeal the Attorney General's request or decision.

An extensive array of information sources is available, especially in the capital city Conakry where newspapers and the broadcast media are concentrated. The increase in the number of mobile telephone operators has made access to mobile phones easy, with each household having at least one phone. There are two public and two private television channels as well as twenty-three private radio stations, thirteen community radio stations, and four regional radio stations. About thirty newspapers (dailies and weeklies) are on the market, at 300 Guinean francs¹ a copy. Government owns and operates the Guinean Press Agency (*Agence Guinéenne de Presse*, AGP) and the only daily newspaper, *Horoya*, which sells for 200 Guinean francs. Citizens also have easy access to international media, especially newspapers, as well as radio and television stations.

Newspaper distribution remains a serious problem, even in urban areas. Newspapers reach rural communities very late. The Guinean Newspaper Distribution Corporation (*La Société Guinéenne de Distribution de Presse*, SOGUIDIP) operates only in Conakry.

Despite the creation of a ministry of telecommunications and information technology, there is no real and documented government policy for the media sector, apart from some experience in E-governance gathered during the computerisation of the civil service.

1 7000 Guinean francs=1USD; 300Guinean francs=0.04USD

The advertising market is miniscule with only four telephone companies (SOTELGUI, Areeba, Intercel and Orange) placing ads. The market is also not transparent since the Guinean Publicity Agency (*Agence Guinéenne de Publicité, AGP*), a state corporation, does not publish any figures. The government reserves its adverts only for the state media and for foreign media that portray it favourably, at exorbitant costs.

The High Communication Authority (*Haute Autorité de la Communication, HAC*), created by Law 003 of June 22, 2010, is the regulatory body for the audio-visual sector. In reality, however, control is still in the hands of the National Communication Council (*Conseil National de la Communication, CNC*) which, in accordance with the transitional provisions of the Constitution, plays the role of the HAC pending the setting up of the National Assembly after the legislative elections scheduled for November 2011. Once established, the HAC will authorise the creation and operation of private radio and television stations as well as community radio stations, and ensure that all strata of society have equitable access to the media.

The Guinean Radio and Television Corporation (*Radio Télévision Guinéenne, RTG*) is run by the Ministry of Communication and has neither a statute nor a board of directors. It is a unit attached to the Ministry of Communication with a director appointed by the President of the Republic by decree. It has no editorial independence and no independent budget for programme production or the development of local content. Due to lack of means the state broadcaster covers only about 60% of the national territory. Government still maintains a tight grip on televised news on RTG to the extent that leaders of other political parties are obliged to use private radio stations to make their voices heard.

Under the government of Lansana Conte, community broadcasters were promoted and their management committees participated in the production of programmes on their communities' daily lives. This policy is being continued under the present government.

A code of ethics for journalists has been put in place by the Guinean Media Ethics Observatory (*Observatoire Guinéen pour la Déontologie dans les Médias, OGUIDEM*), but not everyone respects it. OGUIDEM, originally the self-regulatory body for the print media, has been in existence since 2001, a few years before the airwaves were opened to all in 2005.

The scope and quality of information provided is not quite satisfactory, although there are some notable exceptions in the private media. The media cover all subjects, although political information is still predominant.

There is rampant corruption among media professionals. This is due to the precarious working conditions in the sector as well as a lack of proper training.

Tertiary training is provided at the training institute of the University of Conakry and in private universities by teaching staff who are not well qualified themselves.

Civil society is doing a better job at defending the media than media professionals themselves. Private broadcasters have formed an association (*Union des Radios et Télévisions Libres de Guinée* URTELGUI), as have publishers (AGEPI) and journalists (AJG, OGUIDEM and AGUIPEL). There is no trade union yet in the private sector. Public sector journalists are grouped in two formations: the RTG trade union and the trade union of the Ministry of Communication, which is affiliated to the powerful National Confederation of Guinean Workers (*Confédération Nationale des travailleurs de Guinée*, CNTG).

SECTOR 1:

Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.

Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.

1.1 Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the constitution and supported by other pieces of legislation.

Freedom of expression, including freedom of the media, is clearly protected by the Constitution of Guinea which, in its preamble, proclaims its “adherence to the ideals and principles, rights and duties established in the United Nations Charter, in the Universal Declaration of Human Rights, the International Conventions and Pacts bearing on Human Rights, the Constitutive Act of the African Union, the African Charter on Human and Peoples’ Rights and its Additional Protocols bearing on the Rights of Women, as well as the revised ECOWAS Treaty and its Protocols on Democracy and Good Governance.”

In its article 7(4) the constitution stipulates that “press freedom shall be guaranteed and protected. The creation of a press or media house for the dissemination of political, economic, social, cultural, sporting, recreational or scientific information shall be free.”

However, article 24 places certain restrictions on the exercise of freedom of expression. Such restrictions must only be implemented to ensure “the maintenance of public order and the defence of democracy”. This is a clear reference to article 2 of the Declaration of Principles on the Freedom of Expression in Africa².

Panelists highlighted the explicit reference to the guarantee and protection of press freedom in article 7 as a new provision in the Guinean Constitution.

During the transition period (2008-2010) the two main media laws that had been in force since 1991 were revised and new laws promulgated, especially Law 002, which grants press freedom³, and Law 003, which creates the High Communication Authority (*Haute Autorité de la Communication*, HAC)⁴. The law granting free access to public information was also adopted by the transitional parliament and promulgated in November 2010.

2 “Any restrictions of freedom of expression shall be provided by law, serve a legitimate interest and be necessary in a democratic society.” [Article 2 (2)]

3 Law/2010/002/CNT of 22 June 2010

4 Law/2010/03/CNT of 22 June 2010

In all, efforts have been made to legislate in favour of the protection of press freedom. However, panelists expressed some fundamental reservations in this regard. Firstly, even though article 98 of the law on press freedom (OL 002) enshrines the elimination of libel as a press offence, it still imposes very heavy fines on journalists.

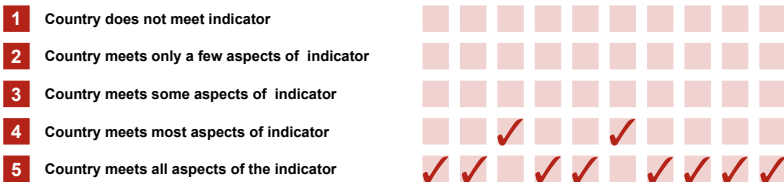
Also, laws promulgated by the transitional government have not been published in the Official Gazette, and thus it remains open to question how applicable or legally binding they are.

Finally, the transitional provisions set out in article 58 of Law 003 bar the HAC from starting its activities, pending the establishment of the National Assembly expected only after the legislative elections scheduled for November 2011. Consequently, at the time of this panel meeting, the existing National Communication Council (*Conseil National de la Communication, CNC*) set up under the 1991 legislation was still in place and functioning.

Professional journalists, for the most part, apply the laws promulgated by the transitional government, even though they have not been officially published. They are considered to be fairly well written and respecting the international norms of the profession. It was felt, therefore, that their non-publication in the Official Gazette should not constitute an obstacle to their implementation.

Scores:

Individual scores:



Average score: 4.8 (2008 =n/a ; 2006 =n/a)

1.2 The right to freedom of expression is practised and citizens, including journalists, are asserting their rights without fear.

It cannot really be said that freedom of expression is practised by citizens without fear. Many prefer self-censorship for fear that their views might, implicitly or

explicitly, be considered and classified as partisan (political or ethnic, or both). This, in the opinion of some panelists, explains the existence of a certain “silent majority” among citizens.

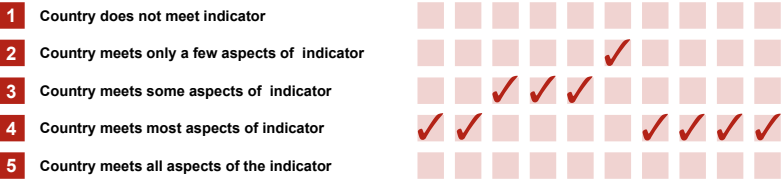
Some forms of democratic expression, such as protest marches, are not allowed. (After a peaceful march by women’s organisations for equality in February 2011, for example, a communiqué from the Governor of Conakry banned unauthorised marches).

The fear of reprisals against journalists by the law enforcement agencies is real in media houses. For example, an innocuous headline reading “The military are rubbing their hands for they will soon be paid” brought soldiers to the office of the newspaper *l’Indépendant*.

Concerning the state/public broadcaster, panelists were unanimous that censorship and/or self-censorship prevail. This is not just due the status of journalists as civil servants but also to individual reasons linked to the fear of putting one’s career on the line. The situation in the private media is very different: the multiplicity of outlets and the development of interactive programmes have greatly enhanced public expression because callers are guaranteed anonymity. Discussions on air can get quite heated, especially during interactive programmes on political issues. In the private press also, journalists who do their work in a professional manner have nothing to fear.

Scores:

Individual scores:



Average score: 3.5 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

1.3 There are no laws or parts of laws restricting freedom of expression such as excessive official secrets or libel acts, or laws that unreasonably interfere with the responsibilities of media.

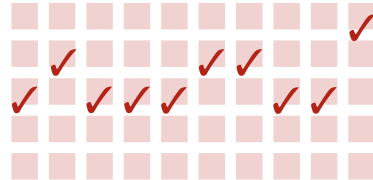
There are no legal provisions to this effect. Instead there is a rather abusive interpretation of the notion of state secrets. Mention was made, for example, of a minister known for his habit of marking just about any document confidential to prevent the media from talking about it.

There are no known cases where journalists were forced to reveal their sources of information. Panelists felt, however, that the provision which allows the Attorney General to do so excessively penalises journalists for publishing state secrets while leaving unscathed those who, directly or indirectly, allow information to be leaked to the media.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

3.5 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

1.4 Government makes every effort to honour regional and international instruments on freedom of expression and the media.

Article 25 of the constitution refers to the duty of the state “to ensure that the Constitution is available to, and understood by all; ... the same holds true for all other duly ratified international instruments relative to human rights”. This is to be done in local languages and through all mass media. Unfortunately, though, in reality these international instruments are not made available to citizens or publicised in any way, and nobody knows what steps are being taken to implement them.

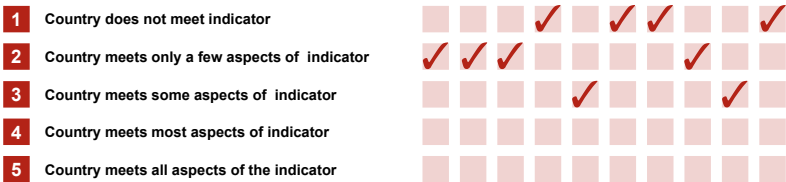
That is why there is no way of saying whether any effort is being made to honour such instruments, apart from the proclamations contained in the constitution

reiterating Guinea’s adherence to the values of the African Charter, the Declaration of Principles on Freedom of Expression and the ECOWAS Treaty and related protocols.

Panelists attributed the late implementation of certain regional instruments to the breakdown in the country’s relations with ECOWAS towards the end of President Lansana Conte’s regime (1985-2008). This is why Guinea did not participate in the drafting of some ECOWAS documents on press and media freedom, such as the one “on the appointment of the directors of public media houses.”

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.8 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

1.5 Print publications are not required to obtain permission to publish from state authorities.

Article 6 of Law 002 states that “a newspaper can be created without prior authorisation and without the payment of a surety deposit”.

All it takes is an ‘administrative declaration’ giving the name of the newspaper and the names and addresses of the publisher and the printer, addressed to the Attorney General. The Office will issue a receipt and send a copy each to the National Communication Council (*Conseil National de la Communication*, CNC), the Ministry of Justice and the Ministry of Information.

The citizen or person making the declaration is free to publish the newspaper immediately after the declaration. Law 002 also requires that the publisher, the editor-in-chief and chief columnist all be journalists.

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.9 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

1.6 Entry into and practice of the journalistic profession is not restricted by law.

Article 76 of Law 002 defines a professional journalist as “any person with a diploma from a state-recognised school of journalism, whose principal, regular and remunerated activity is to gather, process and disseminate information, and/ or any person, holder of a bachelor’s degree, or its equivalent, who has had at least two years of practical experience in gathering, processing and disseminating information in the media, on the testimony of the general manager and/or publisher, or editor of a media house”.

This legal restriction was acknowledged as such by one panelist. Others, especially those from the media sector, saw this as a positive step to improve performance in journalism and promote professionalism.

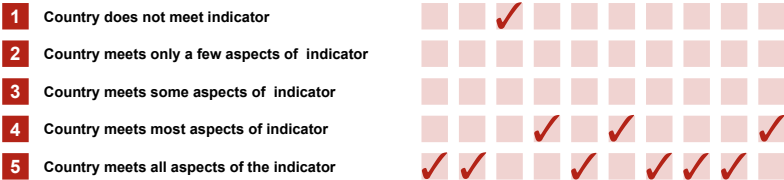
In reality, there are few certified journalists and training is of low quality because of the lack of qualified teachers. Regardless of the legal definition, many journalists still ply their trade in Guinea without any hindrance even though they lack the required qualifications.

The High Communication Authority (*Haute Autorité de la Communication*, HAC) issues press cards to journalists in collaboration with recognised professional associations (Art 79). While this card is not a prerequisite for practicing as a journalist, “it supersedes the service card issued by the media houses themselves” (Law 003, article 18). The HAC intends to place greater emphasis on making sure that journalists are indeed in possession of press cards.

Panelists expressed the need to control access to clean up the profession and to make it more attractive.

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.3 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

1.7 Confidential sources of information are protected by law and/or the courts.

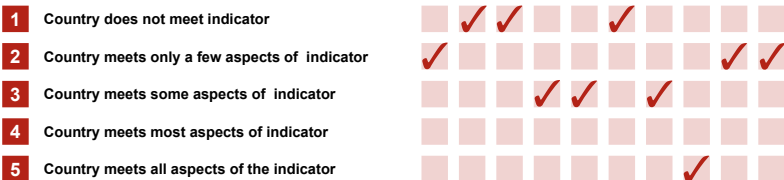
Article 85 of Law 002 is clear. Journalists are obliged to protect their sources of information and can only be made to reveal them at the request of the Attorney General.

This provision poses a danger to the protection of the confidentiality of sources. However, journalists can decline to comply if the Attorney General is a party to the proceedings. In this case, they can file an appeal against the Attorney General's request or the decision.

From a professional point of view, panelists felt that journalists who reveal their sources even once will lose the confidence of their informants who, in certain cases, need to remain anonymous.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.3 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

1.8 Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens.

A “right to free access to public information” law has been adopted and promulgated in November 2010, during the period of the transitional government.

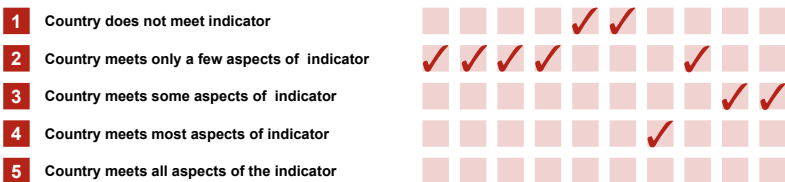
The law has been criticised for being enforced and implemented without first appearing in the Official Gazette. Nevertheless, it constitutes a considerable improvement in line with the provisions of article 7 of the constitution.

The Official Gazette is the traditional means of making official information accessible to the public but it generally appears very late, and, for the most part, only carries information on land issues.

Certain panelists, in particular representatives of civil society, felt that it was very difficult for citizens to gain access to information, for example on election results from polling stations. In general, civil servants are unwilling to release information to the public and prefer to refer such requests to a higher authority. Some citizens do not ask for public information out of ignorance or because they are not sure whether it will be accessible to them.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.2 (2008 =n/a; 2006 =n/a)

1.9 Websites and blogs are not required to register with, or obtain permission, from state authorities.

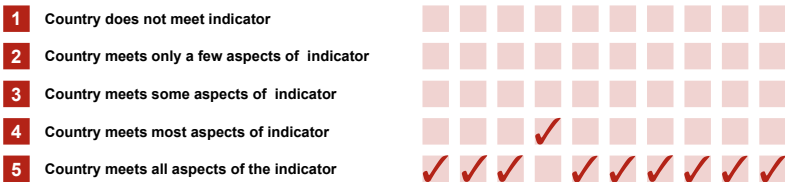
Before the promulgation of Law 002 of May 06, 2010 on press freedom there was no legal provision regulating websites and blogs. Article 75 (3) only stipulates that the name and surname, address and profession of the publisher or webmaster in Guinea be submitted, as well as the website address and head office. For websites

operated by a company or an association, the webmaster is required each year to provide a list of associates or of majority shareholders.

Websites in Guinea are peculiar in that they are all hosted abroad. They still need to have a correspondent in Guinea, though, to whom citizens' queries can be addressed when the need arises.

Scores:

Individual scores:



Average score:

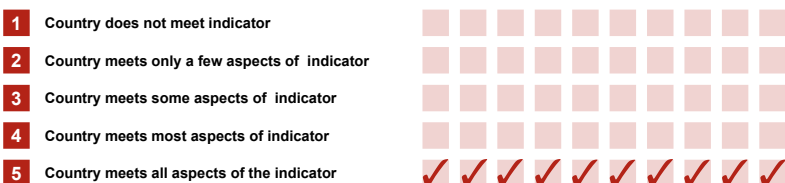
4.9 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

1.10 The state does not seek to block or filter internet content unless laws provide for restrictions that serve a legitimate interest and are necessary in a democratic society.

The state does not block or filter internet content for the simple reason that it does not have the means to do so, even if it wanted to. Websites are all hosted abroad and even though they sometimes carry content that has nothing whatsoever to do with information, there is nothing the government can do about it.

Scores:

Individual scores:



Average score:

5.0 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

1.11 Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom.

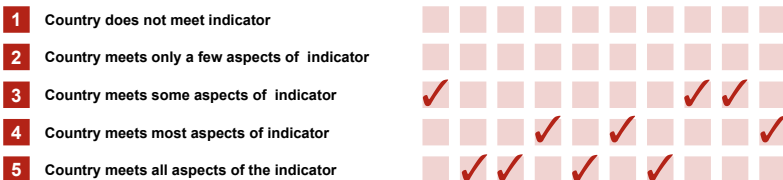
Civil society strongly believes in and defends media freedom. The Conakry Bar Association, for example, has always courageously defended media freedom, and so has the National Coalition of Civil Society Organisations (*Coalition Nationale des Organisations Société Civile*, CNOSC). For its part, the CNOSC has a direct stake in the matter given that all civil society organisations represented in the coalition have an interest in defending media freedom - and thus their own freedom to be heard - irrespective of their area of work.

Media associations, on the other hand, are inactive, particularly when it comes to the defense of their members. In the case of *l'Indépendant*, where the military came to the newspaper's offices to look for the author of an incriminating article about them, there was no reaction from any of the media associations (AGUIPEL⁵ AGEPI⁶, AJG⁷). Instead it was civil society that stepped into the breach.

When three RTG (*Radio Télévision Guinéenne*, the state/public broadcaster) journalists, including its director, were suspended from presenting television news without prior written notice, again only civil society spoke out. The journalists associations preferred to remain silent - for reasons, some panelists believed, linked to internal rivalries.

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.1 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

5 Association of Guinean Online Press (Association Guinéenne de la Presse en Ligne)

6 Association of Guinean Independent Publishers (Association Guinéenne des Editeurs de la Presse Indépendante)

7 Association of Guinean Journalists (Association des Journalistes de Guinée)

1.12 Media legislation evolves from meaningful consultations among state institutions, citizens and interest groups.

All the interest groups represented on the panel - the Broadcasters' Union, the Conakry Bar Association, the CNOSC, the National Communication Council and the professional media associations - stated that they were never consulted on the draft media bill before it was made into law by the transitional government.

Panelists also pointed out that the representatives of interest groups in the National Transition Council (the transitional parliament), who had taken part in drafting the bill, should have consulted the constituencies that had mandated them and given them with feedback. Some thought that the urgent need to have the media bill adopted during the transitional period might have been the reason why citizens and media professionals were never consulted. Nevertheless, many panelists expressed the view that the lack of consultation did not diminish the quality of the bill.

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	✓	✓	✓				✓	✓	✓	✓	✓
2	Country meets only a few aspects of indicator											
3	Country meets some aspects of indicator				✓							
4	Country meets most aspects of indicator					✓						
5	Country meets all aspects of the indicator											

Average score:

1.5 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

Average score for sector 1:

3.6 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)*

* The indicators were reviewed, changed and shifted in 2008/2009. Therefore the scores of some indicators and sector scores are not comparable to scores of previous AMBs.

SECTOR 2:

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

2.1 A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet, mobile phones) is accessible and affordable to citizens.

A wide range of sources of information is only accessible in Conakry where the bulk of the print and broadcast media is concentrated. The increase in the number of mobile telephone operators has made mobile phones more easily accessible, with at least one phone per household.

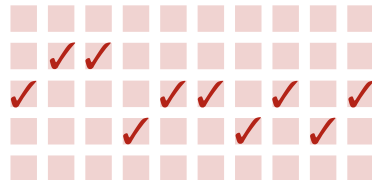
There are two public and two private television channels⁸. About thirty newspapers (weeklies and periodicals) are on the market and sell for 3000 FG a copy. The government paper *Horoya* is the only daily, selling at 2000 FG. There are twenty-three private radio stations, thirteen community radio stations, and four regional radio stations. In addition Guineans can tune in to three public radio stations: RTG1 and 2, and *Radio Kaloum Stereo* (RKS), which only covers Conakry.

The internet is yet to reach important cities inland, such as Farana and Nzerekore. Despite their availability, these media are not easily affordable to ordinary citizens given their high cost relative to income levels.

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



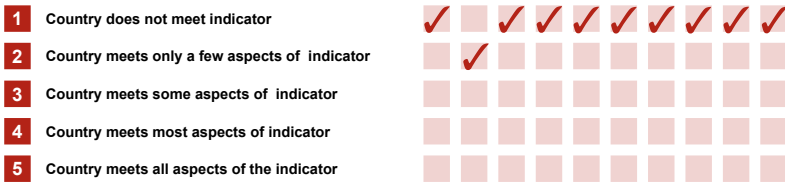
Average score:

3.1 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

⁸ TV Evasion, GanganTV

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.1 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

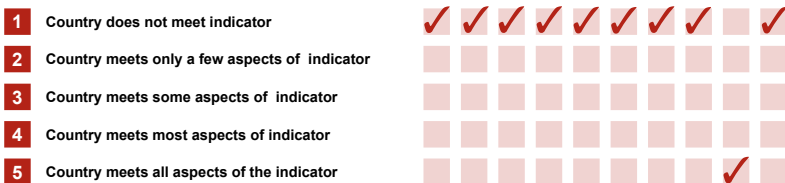
2.4 The editorial independence of print media published by a public authority is protected adequately against undue political interference.

Horoya is a government daily and the Guinean Press Agency (*Agence Guinéenne de Presse, AGP*) is also run by government. These media are under total state control and publish mainly institutional and government information. Their journalists are government employees, who owe allegiance to their employer. This determines editorial policy and results in “remote-controlled” editorials.

However, according to some panelists these media organisations still retain a measure of professional quality. A trend towards the assertion of freedom of speech brought about by the current democratisation period was also noted.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.4 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

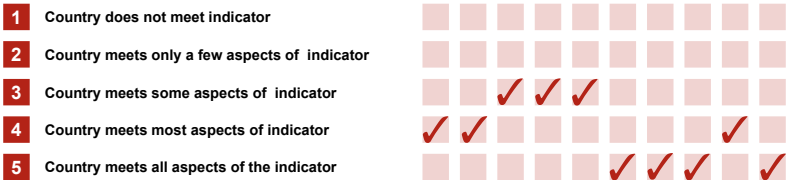
however, that even though such assistance to the media marked considerable progress, none was given in 2010.

Concerning indirect assistance to the Guinean media, the government has still not ratified the Florence Convention and hence a 2.5% tax is still imposed on the importation of newsprint. The Convention commits signatories to avoid taxing the manufacture of certain intellectual works, including newspapers.

Government advertising, which could help generate revenue to sustain local newspapers, is placed mostly in foreign media.

Scores:

Individual scores:



Average score: 4.1 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

2.7 All media fairly reflect the voices of both women and men.

Just about all newspapers tend to concentrate on political information, that is, sensational stories with an avalanche of daily scandals. Since women are not very involved in politics, they are less visible in this type of news. (Some panelists thought that this was not necessarily bad for the image of women.)

There have been some positive developments in the media in recent years, with women being given more coverage and headline news, especially due to the emergence of a new generation of women leaders represented by personalities like the trade unionist Rabiadou Sira Diallo, who led the workers' strike and spearheaded their social movement as early as 2006. She is also the President of the National Transition Council (the transitional parliament).

Panelists also noted that the voice of women is not sufficiently reflected in certain media because they are not represented there in sufficient numbers. In fact, they have more of a presence in the broadcast media (especially the state/public channels) than in the print media, possibly because of the attractiveness

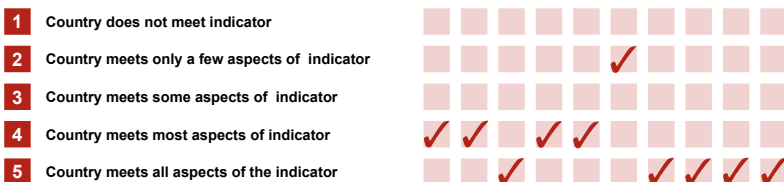
of the screen. And when it comes to claiming their due, women have been at the forefront, as could be seen especially with their march that was banned.

Some journalists and others on the panel suggested that the coverage of typical women's topics (e.g. free caesarean sections) which fall outside the prevailing political events and stories of mass appeal is not very attractive for female journalists either. The urge to boost sales also leads media owners to turn towards content with more selling potential (that is, more political and politicised).

On the other hand, interactive radio programmes have led to an explosion of diverse opinions and given space to extremely buoyant and lively reactions from male and female listeners alike.

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.3 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

2.8 All media fairly reflect the voices of society in its ethnic, linguistic, religious, political and social diversity.

The media law forbids the creation of media outlets based on ethnic, political or religious affiliation. Furthermore, one of the missions of the High Communication Authority (HAC) is to “ensure respect for diversity of opinion in public communication services” (article 1 of Law 003 of 2010).

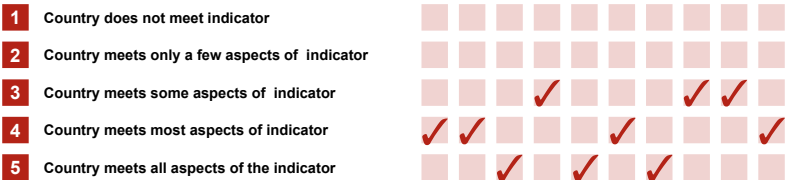
Panelists expressed the opinion that the question of balance and fairness forms an integral part of media ethics in general. Journalists should process information with particular attention to balance. This, they felt, was all the more important given the socio-political situation of Guinea, which is characterised by an upsurge of ethno-partisan pronouncements in almost all regions of the country.

In the public/state media, the fair reflection of all voices within society is part of the declared mission. An example cited is the programme Kibaro, aired on RTG, which is broadcast in ten languages (but still does not cover all the languages spoken in the country).

The opening up of the airwaves has, to a certain extent, broken the hitherto monolithic nature of the broadcasting sector. It has led to greater diversity in content and in contributions from citizens.

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.0 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

2.9 The country has a coherent ICT policy or the government implements promotional measures, which aim to meet the information needs of all citizens, including marginalised communities .

Guinea has a Ministry of Posts, Telecommunications and New Information Technologies, an indication, panelists believed, that there is an attempt to embrace ICT. However, there is no known, let alone documented official policy for the sector. Some experience has been gained on E-governance with the computerisation of government services, sponsored by UNDP. Ever since that project ended, nothing further has happened (not even the updating of the government website) because access to the bandwidth has been interrupted.

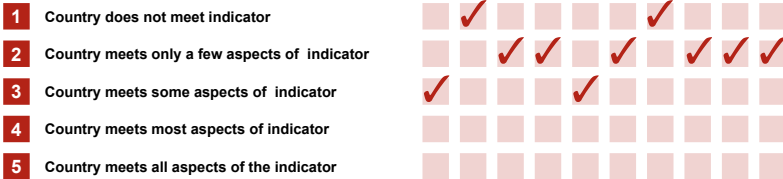
There is also no clarity on the installation of a fibre optic connection, which would constitute a great leap forward.

Concerning the internet, citizens are far from being satisfied. A big town like Nzérékoré still has no internet connection.

On the other hand, mobile telephony, provided by 5 operators¹⁰, has become the most widespread means of communication.

Scores:

Individual scores:



Average score:

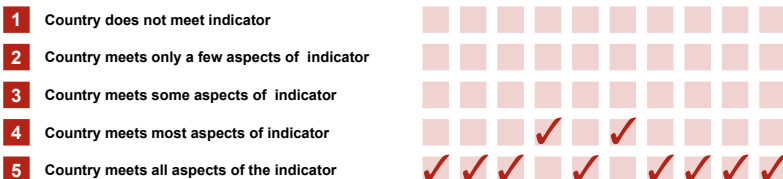
2.0 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

2.10 Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with editorial content.

Most panelists were of the opinion that government gives little thought to advertising or the influence it could possibly wield over editorial content by either granting or withholding contracts. Government advertising is reserved only for the state media or placed - at exorbitant cost - in foreign media that portray government in a favourable manner.

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.8 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

¹⁰ SOTELGUI, AREEBA, Intercel, Orange and Cellcom.

2.11 The advertisement market is large enough to support a diversity of media outlets.

The advertising market is very small. In the main it is only the five telephone companies (SOTELGUI, Areeba, Intercel, Orange and Cellcom) that run sustained or substantial campaigns. To make matters worse, they have re-oriented their advertising strategies and are now increasingly using their own mobile client network, thus depriving the print and broadcast media of an important source of income.

It is almost impossible to assess what the overall size of the advertising market might be. The Guinean Advertising Office (*Office Guinéen de Publicité*, OGP), a government agency, does not publish any figures.

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	
2	Country meets only a few aspects of indicator	
3	Country meets some aspects of indicator	
4	Country meets most aspects of indicator	
5	Country meets all aspects of the indicator	

Average score:

1.1 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

Average score for sector 2:

3.2 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)*

* The indicators were reviewed, changed and shifted in 2008/2009. Therefore the scores of some indicators and sector scores are not comparable to scores of previous AMBs.

SECTOR 3:

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

3.1 Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.

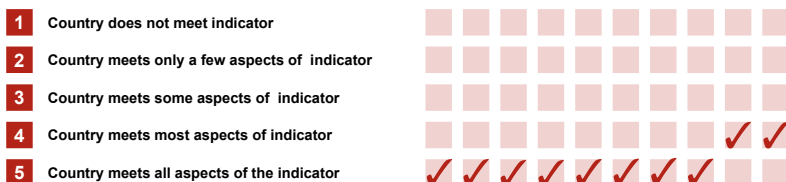
Both Law 002 of 2010, in its articles 27 to 41, and Law 003, which establishes the High Communication Authority (*Haute Autorité de la Communication*, HAC), contain provisions for opening up the broadcasting sector and promoting public, commercial and community broadcasting. According to article 27, paragraph 2 of Law 003 the HAC, an independent body, is authorised to license private radio and television stations and community radio stations.

At present, 46 licences have been granted and 23 radio stations are actually on air, in addition to two private and two public television stations.

Concerning community broadcasting, some panelists thought that the law is not being fully applied. Indeed there is a need to clarify the status of community radios as some have the status of public and others of private radio stations.

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.8 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.2 Broadcasting is regulated by an independent body adequately protected by law against interference whose board is appointed - in an open way - involving civil society and not dominated by any particular political party.

The regulatory body for the broadcasting industry is the High Communication Authority (*Haute Autorité de la Communication*, HAC). Law 003, which created the Authority, has been in force since its promulgation by the President of the transitional government on June 22, 2011. For the time being, however, and in line with the provisions of the transitional constitution, the existing National Communication Council (*Conseil National de la Communication*, CNC) continues to play the role of regulator until the next National Assembly has been constituted and, in turn, puts the HAC in place. Elections for the legislature are scheduled for November 2011.

The CNC was created by Law L91/006 and, according to article 1, is organised as a financially independent legal entity - which shields it from government interferences. In line with its status as an independent administrative authority, its budget is provided for by the Finance Act.

Out of the nine members of the CNC, six are appointed for five years and three for three years. The President of the Republic appoints two of the six longer-serving members, one of them being the Chairman. The others come from the ranks of the National Assembly, the Supreme Magistrates' Council, media professionals, other staff and post and telecommunications. The remaining three members who serve a three year are appointed from among cinema owners, printers, bookshop owners, librarians and archivists.

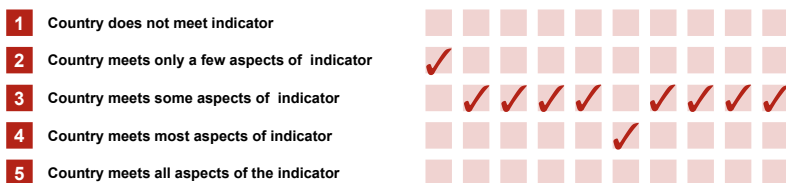
The HAC is to be composed of 11 members, "one of them being appointed by the President of the Republic, one by the President of the National Assembly, one by the Supreme Council of the Judiciary, five by professional associations, one by the Ministry of Posts and Telecommunications, one by the association of printers, librarians and archivists, one by the association of film-makers and photographers". The HAC President is to be elected by his or her peers under the supervision of the Constitutional Court.

In the case of the CNC and even more so the HAC, the way members are appointed does, in the opinion of panelists, safeguard the independence of the regulator. The question is whether in practice this will protect the body against outside interference and whether it will really have the means to regulate private or public media.

Some panelists were doubtful, citing the fact that the current CNC chairman is a member of the party in power and that, if there had been a genuine desire to protect the CNC against undue influence from politicians, members of political parties would have been excluded from the outset from chairing the authority.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.0 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

3.3 The body, which regulates broadcasting services and licences, does so in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.

The decisions of the regulatory body are made on the basis of rules and regulations defined by the members themselves, in line with existing legislation. Perhaps most importantly, article 30 (2) of Law 002 granting press freedom stipulates that “no private or community radio or television station shall, directly or indirectly, identify itself with a political party, religion, region or an ethnic group.” The aim of this provision is to ensure that all strata of society have equitable access to the media.

Authorisation to broadcast is granted by the regulatory body to private radio and television stations as well as community radios. In the past, such authorisation was given by the Ministry of Information and it was often accused of hindering the process rather than playing an enabling role.

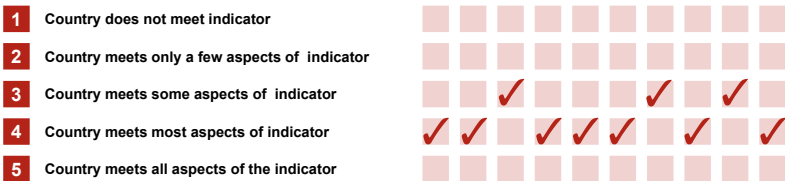
Even under the new dispensation, it is still mandatory for operators to sign an agreement with the Ministry of Communication after receiving authorisation to broadcast.

The posts and telecommunications regulatory body (*L'agence de regulation des postes et telecommunications*, ARPT) is in charge of technical aspects of the licensing

process. Panelists noted a somewhat baffling difference in the way the CNC, the ARPT and the Ministry of Information interpret who exactly the holder of a broadcast licence is supposed to be. The ARPT counts operators based in Conakry but with the actual station being located in another part of the country as two entities, while the ministry regards them as one.

Scores:

Individual scores:



Average score:

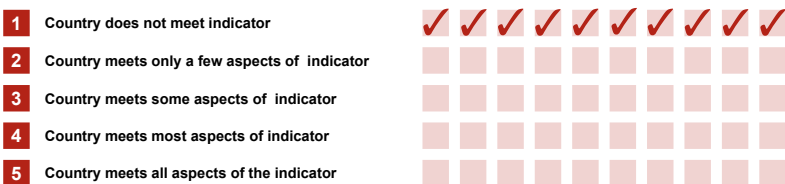
3.7 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.4 The state/public broadcaster is accountable to the public through a board representative of society at large and selected in an independent, open and transparent manner.

The Guinean Radio and Television Corporation (Radio Télévision Guinéenne, RTG) has neither a board nor a status of its own. The RTG falls under the Ministry of Communication, as stipulated by a decree to this effect. The director of the Corporation is appointed by the President of the Republic.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.5 Office bearers with the state and political parties as well as those with a financial interest in the broadcasting industry are excluded from possible membership on the board of the state/public broadcaster.

The status of the RTG changes as ministers and government change. Without a board, the RTG functions like a unit within the Ministry of Communication.

Plans to set up a board for the RTG have not been followed through. The broadcaster now consists of two totally autonomous administrative units, one in Boulbinet and the other in Koloma.

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	Country meets only a few aspects of indicator	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
3	Country meets some aspects of indicator	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
4	Country meets most aspects of indicator	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□
5	Country meets all aspects of the indicator	□	□	□	□	□	□	□	□	□	□

Average score:

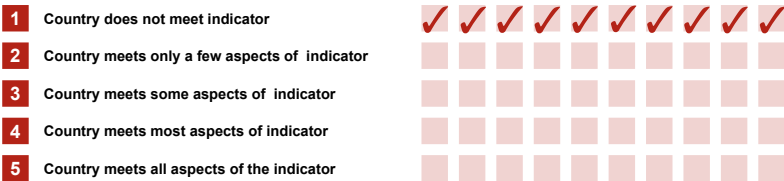
1.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.6 The editorial independence of the state/public broadcaster from political influence is guaranteed by law and practiced.

There is no law that would guarantee the editorial independence of the RTG. With the broadcaster being attached to and under the control of the Ministry of Communication, the question of its editorial independence does not even arise. According to panelists, ministers have been known to go to the RTG studios themselves to make changes to programmes.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.7 The state/public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from arbitrary interference through its budget and from all commercial pressure.

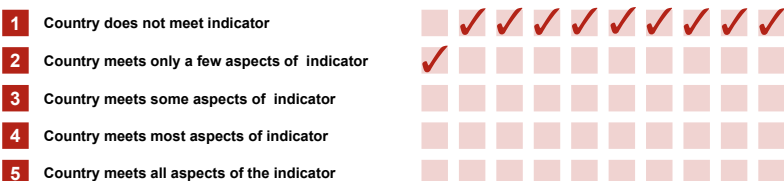
The state/public broadcaster is funded from the budget of the Ministry of Communication and through proceeds from advertisements assigned to it by the state advertising office (*Office Guinéen de Publicité*, OGP). The office retains nearly 30% of these proceeds for its own purposes.

The RTG does not have an adequate budget. Each year, it submits its financial needs to the Ministry which then allocates funds from its budget to the different departments, including the RTG. The broadcaster is thus subject to budgetary control and to arbitrary interference in its funding decisions.

According to panelists, any story to be covered needs financial approval from above because there is no production budget.

Scores:

Individual scores:



Average score:

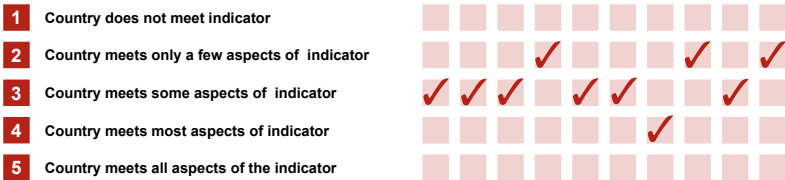
1.1 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

3.8 The state/public broadcaster is technically accessible in the entire country.

The RTG is not technically accessible in the entire country but covers only about 60% of the national territory. According to one panelist, this is partly due to problems around the maintenance of equipment.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.8 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.9 The state/public broadcaster offers diverse programming formats for all interests.

Ever since the *Bug*¹¹ struck in the year 2000, the RTG can no longer access its archives or use its sound tape library to add variety to its programmes. The overall programming schedule has still not been sorted out. Reportage on the activities of the Head of State frequently interrupts scheduled programmes.

The bulk of programming on television consists of films, plays and dance shows, all of fairly low quality because there is no production budget. Each production activity has to be cleared from above.

In addition, the state monopolises television for propaganda purposes. While the state/public broadcaster still strives to offer varied programming, diversity remains very limited.

¹¹ Migration to new computer systems in 2000 created problems of scheduling and programming due to different date formatting in computer memory, which also affected the hard and software. This phenomenon blocked access to certain digital archives stored in the old computers at RTG.

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	✓						✓		✓				
2	Country meets only a few aspects of indicator						✓		✓		✓	✓		
3	Country meets some aspects of indicator		✓	✓	✓									
4	Country meets most aspects of indicator													
5	Country meets all aspects of the indicator													

Average score:

2.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.10 The state/public broadcaster offers balanced and fair information in news and current affairs, reflecting the full spectrum of diverse views and opinions.

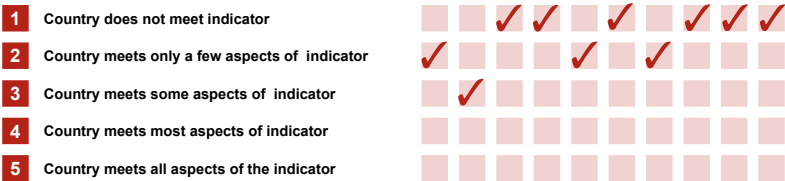
There is no such balance, fairness or diversity in the state broadcaster's news and current affairs offerings, especially in light of recent experiences during the 2010 presidential elections. The new government had such a stranglehold on news broadcast on RTG television that the leaders of the other political parties were forced to turn to private broadcasters to make their own voices heard.

In fact, the Chairman of the National Communication Council (*Conseil National de la Communication*, CNC) released a statement highlighting the unbalanced coverage of information on the activities of opposition parties.

The way work is organised in RTG discourages media professionals from attempting any form of innovation in terms of news gathering, opening up to the public and presenting different points of view and opinions.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.5 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

3.11 The state/public broadcaster offers as much diverse and creative local content as economically achievable.

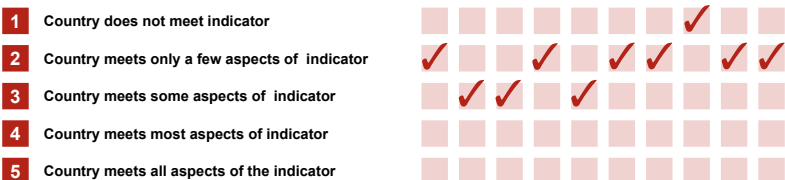
The RTG presents programmes with a variety of local content but these are not economically viable. An initiative to decentralise production by dispatching production teams to the 8 regions of the country was short-lived due to lack of resources.

Local content also lacks creativity and is limited to folklore. On the up side, 80% of information is broadcast in the 8 dominant local languages.

The RTG also designs and broadcasts specific programmes with local content, as requested and paid for by certain NGOs for instance. These are generally development-oriented programmes. In the absence of a production budget this enables the state/public broadcaster to bring more variety to its programmes, especially in the form of documentaries.

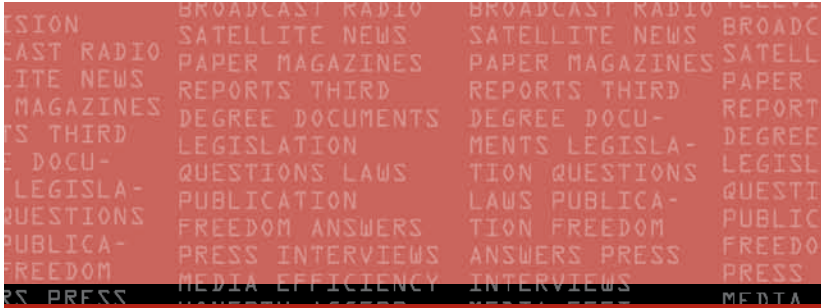
Scores:

Individual scores:



Average score:

2.2 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)



SECTOR 4:

The media practice high levels of professional standards.



The media practice high levels of professional standards.

4.1 The media follow voluntary codes of professional standards, which are enforced by self-regulatory bodies that deal with complaints from the public.

A media code of ethics was adopted 20 years ago by the Association of Guinean Journalists (*Association des Journalistes de Guinée*, AJG), but has since been watered down and is now being supported by the Guinean media ethics observatory (*l'Observatoire Guinéen pour la Déontologie dans les Médias*, OGUIDEM). Most media practitioners do not approve or respect the code and the industry is fragmented over the issue.

OUIDEM, a self-regulatory body, was established in 2001. The term of office of its current management has expired and the body is inactive at present. It is expected to be revived soon.

This situation has arisen because journalists themselves show no interest in the body, and the public does not know what the code is all about or how OUIDEM operates.

With the liberalisation of private broadcasting in 2005, and given the vacuum created by the inactivity of OUIDEM, the union of private broadcasters of Guinea (*l'Union des Radios et Télévisions libres de Guinée*, URTELGUI) and the association of online media of Guinea (*l'Association Guinéenne de la presse en ligne* AGUIPEL) drew up their own code of ethics. Some members have already been excluded¹² or suspended¹³ for violating that code.

Some efforts are indeed being made in various sectors to ensure compliance with professional ethics. But, on the whole, panelists agreed that self-regulation is still not widespread in Guinea.

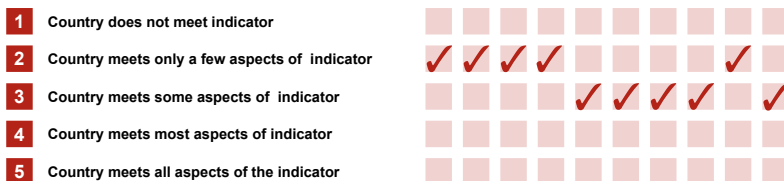
As a result, the National Communication Council (CNC) remains the only body to which complaints are directed. For example, the newspaper *Le Defi* was suspended by the CNC, a sanction that journalists and the public thought was excessive.

12 URTELGUI

13 AGUIPEL

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.5 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

4.2 The standard of reporting follows the basic principles of accuracy and fairness.

The level of reporting is not altogether satisfactory. Information is generally biased and partisan. However, there are a few positive exceptions in the private press.

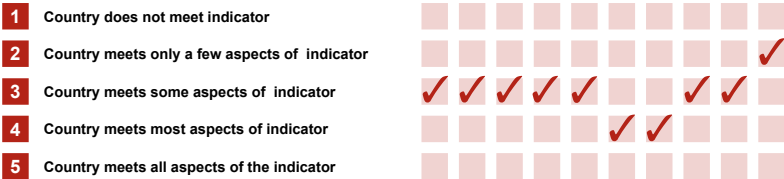
Panelists pointed out, though, that the distinction between the private media, supposedly more balanced, and the public media, accused of propaganda, is not always that clear-cut. Some change towards more balanced reporting has been noted in *Horoya*, the government-owned daily.

Concerning impartiality in reporting, some panel members expressed the view that it was not easy for readers to know exactly what is going on. All too often, the same facts are presented in such a contradictory manner and drawing on such diverse sources that the public is left no other choice really but to doubt their credibility altogether. For some media professionals official sources of information remain inaccessible, leading them to disseminate rumour and unverified information as fact. Panelists spoke of recurring distortions in reporting, notably the blurring of lines between facts and commentary, misleading headlines with no relevance to the body of the article concerned, merely meant to attract readers, and the general lack of training for journalists which reflects in the overall quality of reporting.

Newspapers do give room for citizens to exercise their right of reply when they are challenged to do so. However, this only happens very rarely. People usually prefer to steer clear of arguments with journalists, who often have the last word. Faced with this reality, the regulatory body seems completely powerless.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.1 (2006 = n/a; 2008 = n/a)

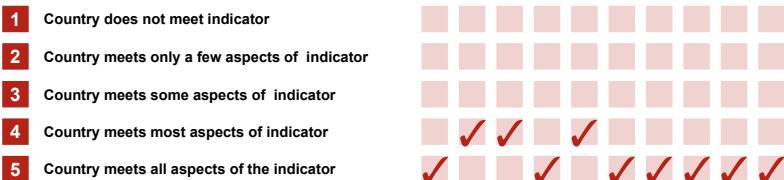
4.3 The media cover the full spectrum of events, issues and cultures, including business/economics, cultural, local and investigative stories.

The private sector media offer a fairly full spectrum of coverage as is evident in the different sections carried by newspapers, websites, radio and television programmes. However there is no doubting the dominance of political stories over all other types of information, which are given insignificant space in comparison.

As regards the public sector, the state completely monopolises the RTG, with opinion leaders from other parties being excluded. Cultural events and development-related issues are fairly well covered, but investigative reports are few.

Scores:

Individual scores:



Average score:

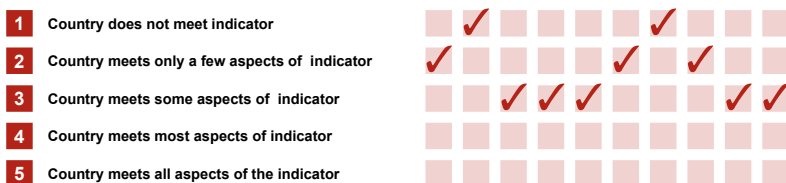
4.7 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

trade unions. These are either barely mentioned, or totally ignored. For example, while the recent trade union strike was on, RTG radio broadcast music, and the television news carried items on some insignificant incidents that had occurred on the outskirts of Conakry, while a person had in fact been killed.

In addition, a government-ordered editorial entitled “War has been declared against the trade union” was read on air under the supervision of the Minister of Communication who was present in the studio.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

4.6 Owners of established mainstream private media do not interfere with editorial independence.

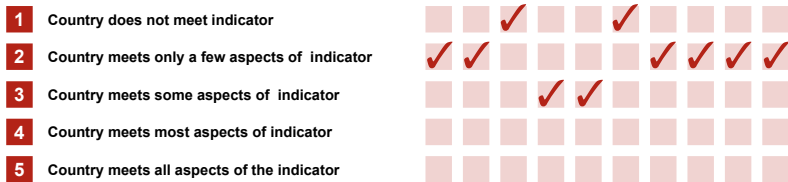
Private media owners do influence the content of their newspapers, depending on their economic interests. At times journalists find it hard to recognise their own articles in print, because they have not only been corrected, but sometimes edited in a way that totally distorts their original message.

Broadcasters are also very careful to ensure that what they broadcast does not hurt ethnic or religious sensitivities. A new phenomenon is the increasing number of businessmen and politicians who become operators of broadcasting services. But even where radio stations are managed by professionals, some panelists expressed serious doubts about their editorial independence.

That said, the interference of private media owners in editorial decisions remains reasonably low and is the subject of discussion in the news rooms. This, of course, does not apply to those operations where the owner doubles up as publisher and editor-in-chief. Such newspapers do exist.

Scores:

Individual scores:



Average score:

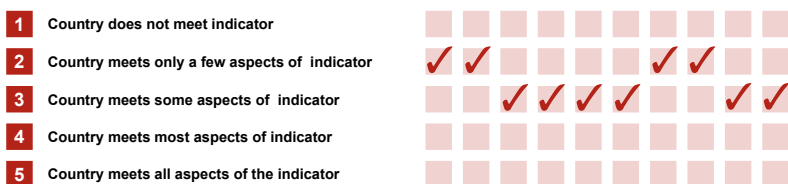
3.0 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

4.7 Journalists and media have integrity and are not corrupt.

Some panelists called into question the integrity of journalists, citing the example of the events of 28 September 2009¹⁴, and doubted that journalists had the courage to report adequately on stories like this. There is also suspicion of corruption, even if it is not always easy to prove. On the whole, panelists agreed that what is clearly obvious is the presence among professionals of “black sheep” hired to settle scores with political adversaries in their newspapers in return for money.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.6 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

¹⁴ Political parties and civil society organisations had organised a meeting in a stadium to demonstrate against the military junta. But the demonstration turned into a blood bath when President Moussa Dadis Camara's military junta took violent action against the demonstrators. The media did not cover the events appropriately.

4.8 Salary levels and general working conditions for journalists and other media practitioners are adequate.

Most panelists agreed that the economic circumstances of the media in Guinea do not allow for journalists to earn decent wages, given prohibitively high expenses such as for fuel.

In the private sector journalists neither sign work contracts nor are they covered by collective bargaining agreements. For most, therefore, the question of compliance with a labour code, registration with social security, or even of receiving a payslip does not even arise.

Salary levels are very low, varying between 300 000FG and 600 000 FG¹⁵ a month for a cub reporter, an amount that will not even buy a bag of rice, and one million FG for newspaper editors.

Worse still, employees can be dismissed without any prior written notice.

In the public sector, salary levels are also very low. A wage earner in Category A for example, with 28 years of service, is paid only 870 000 FG¹⁶ a month.

The only media trade union is the one in the public sector, but its members are civil servants, paid from the state budget. The only exception are RTG contract workers whose total pay can go up to about 8 million FG per month.

Salaries in the broadcasting sector rose considerably, reaching 2 million FG¹⁷, during the peak period of advertising by mobile phone operators. However, these operators have since changed their advertising strategy and this source of income has now dried up.

Scores:

Individual scores:

<p>1 Country does not meet indicator</p> <p>2 Country meets only a few aspects of indicator</p> <p>3 Country meets some aspects of indicator</p> <p>4 Country meets most aspects of indicator</p> <p>5 Country meets all aspects of the indicator</p>	
--	--

Average score:

1.2 (2008 = n/a; 2006 = n/a)

15 1US\$ = 7000 FG ; entre 43 US\$ et 86 US\$

16 124 US\$

17 286 US\$

4.9 Media professionals have access to training facilitates offering formal qualification programmes as well as opportunities to upgrade skills.

Traditional qualification programmes are offered at the University of Conakry (Kountya Institute). Private universities also offer courses in journalism (Aboubacar Camara Foundation, Mercure University, Nelson Mandela University and Koffi Annan University).

The main difficulty with training in Guinea is the lack of qualified teaching staff. Courses are often run by retired news presenters or retired trainees. This, as panelists from the media sector pointed out, explains the very low standards. It will thus be necessary to improve the quality of training to ensure that new blood will continue to flow into the journalistic profession.

The content of the courses taught in the above institutions is determined without input from the media sector or regard to its needs, but students are being sent on internships to media houses.

This traditional, formal training is supplemented with training offered by NGOs and some private initiatives in the form of short, well-targeted seminars. However, these only concentrate on journalism skills and ignore other aspects such as media management. For media houses to be sustainable, this type of know-how is necessary.

When private broadcasting kicked off such more broad-based training was offered, with a course schedule initiated by the UNDP and spearheaded by the RFI. The bulk of the staff of private broadcasters underwent this training.

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Country meets only a few aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Country meets some aspects of indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Average score:

2.4 (2008 = n/a ; 2006 = n/a)

Recent developments and the way forward

1. Developments in the media over the past two/three years

A – Positive developments

- The legal provisions relating to the media have improved
 - Press offences have been decriminalised
 - Expansion of the media landscape
 - The airwaves have been liberalised
 - Online media are developing
- There is a trend towards the free expression of diverse opinions in the media
- The relations between the media, the justice system and the security services have improved

B – Negative developments

- State repression of the public media has intensified
- There is inadequate training to meet the needs of the sector
- There is a strong tendency of partisanship in the media
- Some media houses lack sustainability
- Journalists and media organisations do not show sufficient commitment to their profession and violate their own rules and regulations
- The internal management of media organisations and associations is weak

2. Activities over the next two/three years

- Ensure that all legal instruments relating to the media are available and circulated to media practitioners
- Training
 - Academic training for journalists
 - Management training
 - Refresher courses for journalists
- Reinforce the security and protection of journalists and media houses
- Improve the working conditions of journalists in the public and private media
- Establish a nationwide distribution network for the print media
- Increase the amount of direct and indirect assistance given to the media

- Reinforce self-regulation by ensuring that the Media Observatory of Guinea (OGUIDEM) becomes operational
- Undertake a campaign to sensitise the state to the need to set up structures to ensure access to public information
- Organise media task forces in Guinea
- Ensure extensive distribution of the Africa Media Barometer report - Guinea 2011

The panel meeting took place in Condeya from 25 to 26 June 2011.

Panellists:

Media:

1. Jean Raymond Soumah, Journalist
2. Alpha Kabinet Doumbouya, Journalist
3. Souleymane Diallo, Journalist, Editor
4. Monique Curtis, Journalist
5. Boubacar Yacine Diallo, Journalist/Radio

Civil Society :

6. Aziz Diop, Civil society representative
7. Mamadou Taran Diallo, Civil society representative
8. Aïssata Keita, Civil society representative
9. Koivogui, Dorcas Néma Diane, Civil society representative
10. Séréba Mory Kante, Lawyer

Rapporteur:

Gabriel Baglo

Moderator:

Mamadou Ndao

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

Bureau Côte d'Ivoire
08 B P 312 Abidjan 08
Il Plateaux SOPIM
Résidence Silence, Abidjan
Tel: +22522 42 69 65
Fax: +22522 42 69 94
E-mail: fescivsec@fes-westafrica.org
<http://cotedivoire.fes-international.de/>

fesmedia Africa

Friedrich-Ebert-Stiftung
P O Box 23652
Windhoek
Namibia
Tel: +264 61 237438
Fax: +264 61 237441
E-mail: info@fesmedia.org
www.fesmedia.org



fesmedia Africa

ISBN No. 978-99916873-9-1